



**MISSION DE FORMULATION ET DE GESTION
DU MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT (MCA) SENEGAL**



**ETUDE DIAGNOSTIQUE DANS LES CINQ
REGIONS D'IMPLANTATION DES PROJETS
DU MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT
(M.C.A)**

Rapport Final

REGION DE TAMBACOUNDA

Elaboré par :



**ETUDES, CONSEILS, FORMATION, SURVEILLANCE
ET CONTROLE TECHNIQUES**

FÉVRIER 2009

TABLE DES MATIERES

I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DE LA JUSTIFICATION DE LA MISSION	6
1. Le contexte	6
2. La justification	7
II. RAPPEL DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DE NOTRE COMPREHENSION DU MANDAT	8
III. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE D'EXECUTION DE LA MISSION	10
3.1 La phase préparatoire de la mission	11
Activité 1 : Préparation de la mission	11
Activité 2 : Mobilisation et mise à niveau de l'équipe PRESTIGE	14
Activité 3 : Finalisation des instruments et outils de collecte et d'analyse	15
3.2 Phase de diagnostic sur le terrain au niveau régional et à la base.	15
IV. PLANNING D'INTERVENTION	18
V. RESULTATS DU DIAGNOSTIC DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA	19
1. Présentation de la région de Tambacounda	21
1.1 Situation géographique et découpage administratif	21
1.2 Milieux physiques	21
1.3 Ressources en eau	23
1.4. Situation démographique	24
1.5 Activités économiques	25
2. Rappel des projets retenus dans le cadre du MCA et qui concernent la région	32
3. Cartographie – matrice des programmes et projets	34
4. La situation de référence des structures de formation	39
5. Les terroirs (Communautés Rurales) sur l'axe des projets MCA, leur potentiel socioéconomique, les communautés et groupes qui y sont les plus vulnérables	41
5.1. Caractéristiques socio démographiques	41
5.2. Le potentiel économique des terroirs	42
5.3. La situation des secteurs sociaux	43
5.4. La question de l'enclavement	46
5.5. Dynamique communautaire	46
5.6. La situation des groupes vulnérables dans les terroirs	46
6. Les mesures d'accompagnement pour optimiser la réalisation des infrastructures prévues	48
6.1. Mesures d'accompagnement directement liées aux travaux de réhabilitation de la RN6 :	48
6.2. Les mesures d'accompagnement s'inscrivant dans le prolongement de la réhabilitation de la RN2 pour donner de réelles opportunités de développement aux populations de la zone d'influence du projet :	49
7. Les axes stratégiques d'intervention dans la Région	52
ANNEXES	57
Annexe 1 : Matrice des programmes et projets de Tambacounda	58
Annexe 2 : Liste des personnes et institutions rencontrées	67

TABLEAUX

<i>Tableau 1: Sources potentielles d'informations utiles à l'étude diagnostique</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2: Planning de la mission</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 3: Evolution de la pluviométrie (1995-2003)</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 4 : Répartition de la population de la communauté rurale de Moudery</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 5: Axes prioritaires d'intervention dans la région de Tambacounda.</i>	<i>53</i>

FIGURES

<i>Figure 1 : Situation administrative et projets prioritaires pour la région de Tambacounda</i>	<i>33</i>
<i>Figure 2: Cartographie des interventions de lutte contre la pauvreté dans la région de Bakel.</i>	<i>34</i>

SIGLES

A.C.D.I.	: Agence Canadienne pour le Développement International.
A.D.M.	: Agence de Développement Municipal.
A.E.P.A.H.E.	: Approvisionnement en Eau Potable, Assainissement et Hygiène de l'Environnement
A.F.V.P.	: Association Française des Volontaires du Progrès.
A.P.E	: Association des Parents d'Elèves
A.R.D.	: Agence Régionale de Développement.
A.S.C.	: Association Sportive et Culturelle.
APROV.A.G.	: Association des Producteurs de la Vallée de la Gambie.
B.N.R.	: Bureau National du Recensement.
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics.
C.C.P.	: Compte Chèques Postaux
C.D.E.P.S.	: Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive.
C.D.F.	: Classe à Double Flux
C.E.M.	: Collège d'Enseignement Moyen.
C.E.R.P.	: Centre d'Expansion Rurale Polyvalent
C.G.E.	: Commissariat Général à l'Emploi.
CMG	: Classe Multigrade
C.M.S	: Crédit Mutuel du Sénégal
C.N.C.A.S	: Caisse National de Crédit Agricole du Sénégal
C.R.	: Conseil Régional.
C.R.D.	: Comité Régional de Développement
CITES	: Convention sur le commerce Internationale des espèces de
COOP.	: Coopératives
COREPORH	: Comité Régional de la Population et des Ressources Humaines.
D.P.S.	: Direction de la Prévision et de la Statistique
D.R.S.	: Défense et Réhabilitation des Sols
D.R.T.P.	: Direction Régionale des Travaux Publics
E.D.S.III	: Enquête Démographique et de Santé III
E.P.S.	: Education Pour la Santé
ESIS	: Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé
F.A.H.U.	: Fonds pour l'Amélioration de l'Habitat et de l'Urbanisme
F.D.L.	: Fonds de Développement Local
F.E.G.A.P.	: Fédération des Groupements d'Associations des Producteurs
F.R.D.	: Fonds Régional de Développement
G.A.DE.C.	: Groupe d'Action pour le Développement Communautaire
G.I.E.	: Groupement d'Intérêt Economique
G.M.Q.	: Gain Moyen Quotidien
G.O.P.E.C.	: Groupe Opérationnel Permanent d'Etudes et de Concertation
G.P.	: Gros Producteurs
G.P.F.	: Groupement de Promotion Féminine
G.P.L.	: Gaz – Pétrole - Lampant
I.A.	: Inspection d'Académie
I.B.	: Initiative de Bamako
I.D.E.N.	: Inspection Départementale de l'Enseignement
I.E.C.	: Information – Education – Communication
I.R.A.	: Inspection Régionale de l'Agriculture
I.R.E.F.	: Inspection Régionale des Eaux et Forêts

M.ST./SIDA.	: Maladies Sexuellement Transmissibles y compris le SIDA
NTIC.	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
O.C.B.	: Organisations Communautaires de Base
O.N.G.	: Organisations Non-Gouvernementales
O.P.S.	: Organismes Privés Stockeurs
O.S.	: Opérations Spéciales
P.A.D.E.L.	: Projet Alphabétisation des Elus et Notables Locaux
P.A.I.S.	: Projet d'Alphabétisation Intensive du Sénégal
P.A.P.A.	: Projet d'Alphabétisation Priorité Adultes
P.C.H.	: Point de Collecte Huilerie
P.D.E.F.	: Programme Décennal pour l'Education et la Formation
P.D.I.S.	: Programme de Développement Intégré de la Santé
P.E.V.	: Programme Elargi de Vaccination
P.F.I.E.	: Programme de Formation et d'Information pour l'Environnement
P.F.I.S.	: Projet fonds d'Investissement Social
P.G.C.R.N.	: Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles
P.I.B.	: Produit Intérieur Brut
P.I.C.	: Plan d'Investissement Communal
P.I.R.	: Programme d'Investissement Régional
P.N.I.R.	: Programme National d'Infrastructures Rurales
P.N.N.K.	: Parc National Niokolo Koba
P.P.P.R.	: Projet des Petits Projets Ruraux
P.R.D.I.	: Plan Régional de Développement Intégré
P.R.D.S.	: Plan Régional de Développement Sanitaire
P.T.I.P.	: Programme Triennal d'Investissement Public
PDRH 2	: Projet de Développement des Ressources Humaines
PLC.	: Projets Locaux et Communaux
PROMER.	: Projet de promotion des Micro-Entreprises Rurales
R.G.P.H.	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
R.M.	: Rapport de Masculinité
S.A.FRA.	: Semaine de l'Amitié et de la Fraternité
S.D.E.	: Société Des Eaux
S.F.D.	: Système Financier Décentralisé
S.M.I/PF.	: Santé Maternelle Infantile/Planification Familiale
S.N.H.L.M.	: Société Nationale des Habitats à Loyer Modéré
S.R.E.M.I.	: Service Régional de l'Energie, des Mines et de l'Industrie
S.R.P.S.	: Service Régional de la Prévision et de la Statistique
SO.DE.FI.TEX.	: Société de Développement des Fibres Textiles
SO.NA.C.O.S.	: Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal
SO.NA.TEL.	: Société Nationale de Télécommunication
T.B.A.	: Taux Brut d'Admission
T.B.S.	: Taux Brut de Scolarisation
T.S.A.	: Taux Spécifique d'Activité
UNICEF.	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
Z.I.C.	: Zone d'Intérêt Cynégétique

I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DE LA JUSTIFICATION DE LA MISSION

1. Le contexte

Suite à l'éligibilité du Sénégal au Programme Millenium Challenge Account (MCA) pour l'année 2008, la "MISSION DE FORMULATION ET DE GESTION DU MCA SENEGAL" s'est engagé dans le processus de préparation d'une proposition de programme, dont la conduite suit principalement deux phases : la proposition de "concepts papers" et la rédaction d'un programme à soumettre au financement.

L'étape préalable à l'élaboration des "concepts papers" a porté sur l'analyse des contraintes à la croissance économique et au développement du secteur privé. A cet effet, l'équipe de la MFG-MCA a procédé à une revue documentaire avec essentiellement l'exploitation d'une série de documents sous forme d'études et d'enquêtes récentes. La synthèse de ces informations par un noyau d'experts, animé par la MFG-MCA, a débouché sur l'identification de contraintes nodales qui tournent autour du : (i) déficit en infrastructures (routes, énergie, hydrauliques) et (ii) climat des affaires (contraintes institutionnelles et financement et d'accès à la Justice).

Le déficit en termes d'infrastructures concerne essentiellement :

- (i) le réseau routier, qui du fait de sa déficience, ne soutient pas la croissance,
- (ii) les difficultés d'accès à l'eau pour les usages économiques et
- (iii) le déficit énergétique.

S'agissant de la réglementation du climat des affaires, les obstacles majeurs portent sur (i) la réglementation du droit du travail, (ii) le cadre judiciaire de résolution des litiges et (iii) l'accès au foncier ;

Ces contraintes majeures retenues dans chaque secteur doivent faire l'objet d'une analyse détaillée (évaluation des programmes d'investissement en cours, impact des programmes d'investissement retenus sur l'environnement, la croissance et la pauvreté, durée d'exécution effective, ...), en vue de l'identification des interventions prioritaires à soumettre au Millénium Challenge Corporation (MCC), sous la forme de "concepts papers". C'est dans cette perspective de formulation des concepts papers que la MFG-MCA compte mettre à contribution les différents acteurs à travers la mise en place de groupes de travail sur : (i) "infrastructures routières", (ii) "infrastructures hydrauliques", (iii) "énergie", (iv) "aspects institutionnels." Chaque groupe de travail prendra en charge les axes transversaux spécifiquement dans son secteur, à savoir l'environnement et le genre.

C'est dans cette dynamique qu'entre autres, un groupe de travail dénommé Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » constitué par les organisations de la Société Civile sous présidence du CONGAD a été érigé avec pour tâches :

Dans une phase I de :

- Faire une revue exhaustive, au niveau de chaque zone ciblée, des différentes catégories de populations fragiles en indiquant les opportunités générées par la mise en place des infrastructures et de cerner les risques inhérents à ces interventions ;
- Identifier des actions pour améliorer la capacité de réponse des populations bénéficiaires et de réduire leur vulnérabilité ;
- Regrouper ces solutions sous forme d'un univers de propositions d'interventions possibles ;
- Sélectionner, sur la base de critères objectifs, les projets qui feront l'objet d'une formulation définitive.
- Préparer un plan d'action pour la sensibilisation et le suivi du processus de formulation du MCA pour la Société Civile.

Dans une phase II, avec l'appui technique de la société de consultance de droit américain, LTL Stratégies de :

- Formuler des projets
- Négocier des procédures techniques et financières pour la mise en œuvre.

Les résultats attendus du groupe de travail portent essentiellement sur :

- Un ciblage exhaustif des populations bénéficiaires dans chaque zone ;
- Une formulation par la Société civile, avec l'appui de LTL Stratégies, des mesures d'accompagnement comme solutions aux problèmes identifiés ;
- La recherche pour ces projets transversaux des financements complémentaires aux fonds du MCC.

2. La justification

Dans cette perspective le Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » a sollicité et obtenu de la MFG / MCA l'accompagnement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur les mesures d'accompagnement à prendre en compte dans le cadre de la mise en œuvre des activités des différents volets : infrastructures routières, hydraulique et énergie.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la mission dont le présent document constitue le Rapport Provisoire de **Prestige cabinet conseil** qui a été retenu à l'issue d'un l'Appel d'Offres pour exécuter **la mission intitulée : «Etude diagnostique dans les zones d'implantation du projet MCA – Sénégal»**. Ce rapport a pour vocation de rappeler les objectifs de la mission et la méthodologie d'approche mise en œuvre par le cabinet pour réaliser son mandat avant de livrer les résultats du diagnostic spécifique à chacune des 5 régions ciblées (Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis).

II. RAPPEL DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DE NOTRE COMPREHENSION DU MANDAT

Les TDR de la mission stipulaient que le mandat du Consultant retenu est de réaliser une étude diagnostique dans les zones d'implantation du projet MCA – Sénégal à savoir : Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis. Pour se faire, les TDR précisaient que le Consultant retenu devait :

- i. Etablir, dans les cinq régions ciblées par le projet MCA –Sénégal (Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis), une situation de référence sur :
 - Les programmes et projets étatiques et non étatiques de lutte contre la pauvreté en cours.
 - Les programmes et projets de renforcement de capacités en cours.
 - Les programmes de développement en cours, notamment ceux qui pourraient être affectés (positivement ou négativement) par les projets du MCA.
 - Les structures de formation et les types de programmes dispensés.
 - Le potentiel socioéconomique des terroirs cibles selon la perception des acteurs.
- ii. Identifier les communautés et groupes vulnérables en tenant compte des spécificités de genre dans les zones où seront réalisés les projets du MCA.
- iii. Proposer et définir des axes d'intervention.
- iv. Proposer des mesures d'accompagnement pour chacun des axes d'intervention.

Aussi, il est attendu du Consultant en terme de livrables au terme de la mission :

- a) **Une cartographie et une matrice sur :**
 - Les programmes et projets étatiques et non étatiques de lutte contre la pauvreté en cours
 - Les programmes et projets de renforcement de capacités en cours
 - Les programmes de développement en cours, notamment ceux qui pourraient être affectés (positivement ou négativement) par les projets du MCA
- b) **Une situation de référence sur :**
 - Les structures de formation et les types de programmes dispensés
 - Le potentiel socioéconomique des terroirs cibles
- c) **Une identification des communautés et groupes vulnérables dans les zones où seront réalisées les projets MCA**
- d) **Des axes stratégiques d'intervention clairement définis suivant les volets infrastructures routières, énergétiques, hydrauliques et aspects institutionnels**
- e) **Des propositions de mesures d'accompagnement clairement définies**

Cependant, suite à la rencontre tripartite préliminaire entre la MFG / MCA, le Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » sous présidence du CONGAD et Prestige cabinet conseil, il est apparu clair que la mission devait se placer sous l'angle des bénéficiaires pour formuler des recommandations objectives et opérationnelles allant dans le sens de permettre que les projets qui seront réalisés impactent positivement sur les populations. Autrement dit, il s'agissait ici de dire au Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » comment faire pour que les populations tirent le plus et le mieux de ces projets.

A ce titre, il a été retenu d'inviter les populations bénéficiaires à énoncer des mesures d'accompagnement sous forme de projets qu'elles porteront de leur propre initiative. Il devenait dès lors évident que la mission gagnerait à réaliser les points a) à c) ci-dessus sur lesquels elle pourra capitaliser pour prétendre formuler d'une part des axes stratégiques d'intervention clairement définis suivant les volets infrastructures routières, énergétiques, hydrauliques et aspects institutionnels et d'autre part faire propositions objectives et opérationnelles de mesures d'accompagnement clairement définies.

De ce fait, les contacts naturels et privilégiés du consultant sur le terrain devaient être les acteurs au développement, les Autorités Locales et les Organisations Communautaires de Base dans les zones d'implantation du projet MCA – Sénégal (Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis) et plus particulièrement ceux des localités directement touchées par les projets d'infrastructures (routes, énergie, hydrauliques) à réaliser.

Il était aussi évident, compte tenu de l'urgence et des contraintes de temps pour l'exécution de la présente mission diagnostique que le Consultant devait capitaliser sur les données secondaires (rapports et études) disponibles et opérer un échantillonnage judicieux pour mener des entretiens avec les acteurs les plus représentatifs. Cette présente orientation constituait toute l'essence de notre démarche méthodologique déclinée ci-après.

III. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE D'EXECUTION DE LA MISSION

Pour la réalisation de ce mandat, le Cabinet Prestige a mis en œuvre une approche basée sur une utilisation optimale des capacités et des compétences des experts du cabinet, des membres du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et plus particulièrement des représentations régionales du CONGAD, des Administrations et Organisations Non Gouvernementales ciblées pour le diagnostic, ainsi que celles des autres partenaires institutionnels, communautaires ou privés intervenant dans les zones d'implantation du projet MCA – Sénégal (Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis).

Les principes de base des méthodes de recherches participatives ont été adoptés par Prestige Cabinet Conseil qui a fait de la participation des parties prenantes les plus représentatives l'épine dorsale de toute sa stratégie d'intervention.

Le diagnostic participatif, mené de concert avec des acteurs directement concernés, devait permettre de mieux préparer l'avenir, en offrant au Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » l'opportunité d'asseoir leurs plans et programmes sur une analyse rétrospective et actualisée des forces et faiblesses, des contraintes et difficultés rencontrées dans l'action au développement, pour aboutir à des solutions susceptibles d'apporter les correctifs nécessaires en vue des changements souhaités dans la façon de mettre en œuvre les projets. Cela pour qu'elle se fasse avec et au profit des bénéficiaires sans occulter les couches les plus vulnérables.

De façon opérationnelle et concrète, le Cabinet Prestige a déployé une méthodologie d'intervention scindée en plusieurs phases, à savoir :

- **la phase préparatoire de la mission** : préparation et articulation des différentes composantes de la mission en relation avec les commanditaires.
- **la phase de diagnostic sur le terrain** : une campagne d'identification, d'information, de sensibilisation et de rencontres avec des acteurs du développement au niveau régional, local et à la base ;
- **la phase de traitement, d'exploitation et d'analyse des données** ;
- **la phase d'élaboration du rapport provisoire** portant bilan diagnostic des 5 Régions où les projets MCA seront implantés ;
- **une phase de restitution** auprès du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et de la MFG / MCA ;
- **la phase de capitalisation** des enseignements et recommandations tirés de la restitution *et d'élaboration du rapport final de l'étude.*

3.1 La phase préparatoire de la mission

Activité 1 : Préparation de la mission

Cette phase de préparation et de structuration a permis de préciser les missions dévolues au Cabinet Prestige dans le cadre de son mandant. Elle a été mise à profit pour :

- présenter le document d'orientation précisant notre méthodologie d'intervention et le plan de travail proposé ;
- définir les modalités d'exécution de la mission suivant le chronogramme discuté et accepté,
- arrêter les outils d'observation à privilégier et les résultats attendus du commanditaire,
- créer les synergies nécessaires avec les personnes ressources du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » notamment le CONGAD ;
- faire l'état des lieux de la documentation et des études antérieures dans les domaines et régions visées, etc.
- pré identifier les contacts naturels et privilégiés sur le terrain à savoir les acteurs au développement (Projets, Programmes, ONG, Institutions...), les Autorités Locales et les Organisations Communautaires de Base dans les zones d'implantation du projet MCA – Sénégal (Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis) et plus particulièrement ceux des localités directement touchées par les projets d'infrastructures (routes, énergie, hydrauliques).

Dans cette dynamique et dans le souci d'un gain de temps dans la mise en œuvre de la mission, les membres de l'équipe du Cabinet Prestige capitalisant sur leur expérience de terrain et leur portefeuille relationnel avaient depuis le 10 Novembre 2008 déjà entrepris la pré identification de sources documentaires à explorer et d'acteurs à rencontrer nécessairement à Ziguinchor, Kolda, Tambacounda, Matam et Saint-Louis.

A ce titre, comme on s'en douter, les répondants les plus habilités à fournir les données recherchées étaient de façon non exhaustive :

Tableau 1: Sources potentielles d'informations utiles à l'étude diagnostique

REGION	STRUCTURE/PERSONNES PHYSIQUES
DAKAR	Direction de la Coopération Economique et Financière du Ministère de l'Economie et des Finances
	SENELEC
	Direction de l'Hydraulique
	PNDL
	ANSD Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
	Le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
ZIGUINCHOR	Agence Nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance
	AATR Ziguinchor
	Service Régionale de l'Hydraulique
	ANCAR/DRDR
	ANSD Ziguinchor
	Service Régional du Tourisme
	ONG
	ARD
	Service Régional de la Planification
	Service Régional de l'hydraulique
	SENELEC
	Collectivités locales/Autorités administratives
KOLDA	ONG
	SODAGRI (zone Anambe)
	Agence Nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance
	AATR Kolda (si présente)
	ANSD Kolda
	ARD
	SERVICE REGIONAL DE LA PLANIFICATION
	Service Régional de l'hydraulique
	ANCAR/DRDR
	OMVG
	SENELEC
	Collectivités locales/Autorités administratives
TAMBACOUNDA	ONG
	AATR Tamba
	ANSD Tamba

REGION	STRUCTURE/PERSONNES PHYSIQUES
	ARD
	SERVICE REGIONAL DE LA PLANIFICATION
	SENELEC
	Service Régional de l'hydraulique
	ANCAR
	Collectivités locales/Autorités administratives
MATAM / SAINT LOUIS	SAED
	AATR Saint Louis (si présente)
	ANSD Saint Louis
	ARD
	SENELEC
	SERVICE REG DE LA PLANIFICATION
	Service Régional de l'hydraulique
	ANCAR
	Collectivités locales/Autorités administratives
	Service Régional du Tourisme
	ARD (Saint Louis et Matam)
	SERVICE REGIONAL DE LA PLANIFICATION
	Service Régional de l'hydraulique
Collectivités locales/Autorités administratives	

De même, il a été retenu de cibler :

- les autres Programmes et projets en cours d'exécution dans les zones ciblées : PASOP, PEPAM, PADERCA...
- les Inspections d'Académie et Structures de formation technique et professionnelle dans les zones cibles
- les autres Partenaires au développement présents dans les zones cibles,
- Organisations Communautaires de Base et Organisations de bénéficiaires,
- Organismes intervenant dans des secteurs proches de celui des projets du MCA : PEPAM, ASER, etc...

Les premiers résultats de la recherche documentaire laissaient croire que la plupart des répondants

identifiés centralise une masse importante d'informations sous forme de documents de projet, de rapports d'activités, de rapports d'évaluation et même d'études diagnostiques de leurs zones d'interventions. Sur le terrain toute cette documentation a été traquée, collectée et traitée.

Activité 2 : Mobilisation et mise à niveau de l'équipe PRESTIGE

Conformément aux besoins des activités de la mission, PRESTIGE avait mis en place l'équipe de terrain et le personnel d'appui requis, notamment :

- Monsieur Oumar Fall, le Directeur de la mission, chargé entre autres des relations avec le commanditaire, l'assurance qualité de la mission et de représentation ;
- Monsieur Amadou Mactar DIOP, Expert Formateur en Management et Développement Participatif qui sera le coordonnateur chargé du pilotage des activités de la mission y compris celles de terrain et de la qualité des livrables ;
- les 3 autres experts seniors mobilisés pour le diagnostic : Monsieur Bocar DIALLO spécialiste en Aménagement, Environnement et SIG ; Monsieur Cheikhou BALDE Urbaniste et spécialiste SIG ; Monsieur Daouda DIA Géographe et expert en gestion et évaluation de programmes. Tous capitalisent une riche expérience de terrain en milieu urbain comme en milieu rural à travers des missions d'études, de diagnostic et d'évaluation dans les domaines du développement local.
- l'appui technique (secrétariat, personnel de saisie et d'exploitation des données d'enquêtes, chauffeurs et logisticiens, etc.).

Dans le même temps et dès le 10 Novembre 2008 il a été organisé, sous la houlette du Directeur et du Chef de Mission une séance de mise à niveau des membres de l'équipe, en vue :

- de partager les enjeux, les objectifs et les résultats attendus de la mission ;
- de s'imprégner des "concepts papers" "infrastructures routières", "infrastructures hydrauliques" et "infrastructures énergétiques". A ce propos, une matrice de localisation des projets MCA par région et par composante est en cours d'élaboration. Elle permettra surtout à l'équipe de la mission de peaufiner le ciblage des communautés, des collectivités locales touchées directement par lesdits nouveaux projets MCA –Sénégal. Cependant, la première exploitation fait apparaître des interrogations surtout relativement aux "concepts papers" "infrastructures hydrauliques" et "infrastructures énergétiques" dont les contenus

ne précisent pas toujours les lieux d'implantation exactes pour nous permettre de cibler les populations qui en seront bénéficiaires. (voir matrices en annexe)

- Elaborer une première esquisse des outils de collecte de données ;
- rappeler les niveaux de performance et de qualité à atteindre dans les délais prescrits ;
- échanger sur les préoccupations des membres de l'équipe relativement à la mise en œuvre de la mission et régler les dispositions pratiques pour l'exécution de la phase de diagnostic.

Activité 3 : Finalisation des instruments et outils de collecte et d'analyse

En amont du déploiement des équipes vers les bases de l'étude, nous avons déjà procédé à l'ébauche des instruments de recherche en vue de leur validation future avec les membres du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et de la MFG / MCA.

A cet effet, étaient livrés en annexe du Rapport d'Orientation, les versions provisoires qui ont été validées :

- *du guide d'entretien 1* pour les interviews des autorités au niveau local, des OCB et bénéficiaires ;
- *du guide d'entretien 2* pour les interviews semi structurées de diagnostic concerté avec les Administrations et Agences au niveau régional ;
- *du guide d'entretien 3* pour les interviews semi structurées de diagnostic concerté avec les Projets et Programmes régionaux ;
- *du guide d'entretien 4* pour les interviews avec les Institutions de Formation ;

3.2 Phase de diagnostic sur le terrain au niveau régional et à la base.

Sur la base de la pré identification des répondants et contacts dans chaque région cible, les consultants sont allés à leur rencontre pour tenir des entretiens avec les responsables et les principaux acteurs à la base.

Cependant, compte tenu de l'urgence et des contraintes de temps pour l'exécution de la présente mission diagnostique l'équipe a capitalisé sur les données secondaires (rapports et études) disponibles et opéré un

échantillonnage basé sur le tracé et l'implantation probable des projets pour mener des entretiens avec les acteurs les plus représentatifs. Un séjour de 3 jours a été observé dans chaque région cible. Pour des raisons de commodités, la Région de Ziguinchor a été visitée en premier, suivie de Kolda, Tambacounda, Matam et Saint Louis.

De même, avec une capitalisation continue sur les enseignements tirés et les contacts établis dans chaque région parcourue, les consultants se sont déployés progressivement au niveau régional comme à la base. Pour se faire, il a été retenu à chaque région et à chaque fois que cela l'exigeait, de scinder sur le terrain l'équipe en 2 groupes dont l'une s'occupait des rencontres et entretiens au niveau des capitales régionales et l'autre s'est focalisée sur les cibles du niveau rural et à la base. Dans un souci de performance et d'équilibre la composition de chaque groupe s'est faite en fonction des profils des membres de l'équipe et un système de rotation sur le niveau à intervenir a été instauré tout au long de la phase de terrain.

Ainsi, les rencontres et entretiens au niveau des Capitales Régionales ont permis en les combinant avec la documentation collectée d'établir, dans chacune des cinq régions ciblées une situation de référence sur :

- Les programmes et projets étatiques et non étatiques de lutte contre la pauvreté en cours
- Les programmes et projets de renforcement de capacités en cours
- Les programmes de développement en cours
- Les structures de formation et les types de programmes dispensés

Les rencontres et entretiens à la base ont permis en les combinant avec la documentation collectée :

- de mettre en relief le potentiel socioéconomique des terroirs cibles selon la perception des acteurs
- d'identifier les communautés et groupes vulnérables en tenant compte des spécificités de genre dans les zones où seront réalisés les projets du MCA
- de collecter les propositions de mesures d'accompagnement formulées par les bénéficiaires directes pour chacun des axes d'intervention

Une fois les données collectées, il s'est agi, par les moyens de l'outil informatique (conception de programmes de saisie, de tabulation et d'analyse, SIG) et à partir de logiciels statistiques d'analyse des données adaptés, de traiter les données brutes pour mettre en évidence les informations pertinentes devant être mises en cohérence après exploitation.

L'analyse des informations tant quantitatives que qualitatives a été faite par le groupe de consultants grâce à la mise en commun des résultats obtenus sur le terrain. Ce travail fait exclusivement en cabinet est sanctionné par la production par chaque consultant d'un rapport de mission présentant les résultats du diagnostic effectué aux niveaux régional et local. Les résultats tirés de l'exploitation des données collectées ont fait l'objet dans un premier temps d'une restitution en interne. Ils ont été ensuite consignés dans un rapport de données brutes qui est affiné pour répondre aux différents questionnements soulevés par les termes de référence. Le processus d'analyse et la réflexion s'est faite par thématique pour chaque région et conformément aux TDR.

Il s'est donc agi pour nous de rédiger un rapport (**Les résultats du diagnostic dans la Région de Tambacounda sont livrés dans la partie V du présent rapport**) présentant, dans l'optique du commanditaire, les principaux résultats et recommandations provisoires. Nous avons veillé à ce titre à montrer en quoi les résultats obtenus peuvent être utilisés de manière opérationnelle et servir de base aux futures prises de décisions des membres du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et de la MFG / MCA.

L'ensemble des consultants ayant participé à la mission se sont retrouvés avec le coordonnateur et la direction du cabinet pour procéder à une relecture du projet de rapport provisoire. Après corrections et prise en compte des observations, le présent rapport provisoire a été édité pour être soumis à la validation du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et de la MFG / MCA

La planification et l'organisation d'un atelier de restitution et de validation sur une journée au plus des résultats du diagnostic réalisé dans chacune des cinq régions sont vivement recommandées à la MFG / MCA. Un tel atelier permettra aux membres du Groupe de Travail « Mesures d'Accompagnement » et de la MFG / MCA de prendre connaissance du bilan diagnostic et d'apporter leurs contributions à l'affinement du processus d'analyse par des critiques constructives et des recommandations que Prestige Cabinet Conseil se fera l'obligation de prendre en compte dans la finalisation du document de diagnostic.

IV. PLANNING D'INTERVENTION

Tableau 2: Planning de la mission

Phase	Activité	Depuis notification	NOVEMBRE 2008				DECEMBRE 2008				JANVIER 2009
			Du 17 au 21 Novembre 2008	24, 25, 26 Novembre 2008	27, 28, 29 Novembre 2008	30 Novembre, 1, 2 Décembre 2008	3, 4, 5 Décembre 2008	6, 7, 8 Décembre 2008	Du 11 au 28 Décembre 2008	29 Décembre 2008	
1	Préparation										
	Elaboration outils										
	Pré Diagnostic										
2	Finalisation & Validation RO, outils et plans de recherche										
3	Diagnostic niveau régional et local Ziguinchor										
	Diagnostic niveau régional et local Kolda										
	Diagnostic niveau régional et local Tambacounda										
	Diagnostic niveau régional et local Matam										
	Diagnostic niveau régional et local Saint Louis										
4	Exploitation des données										
	Rapport provisoire										29-12-08
5	Rapport Final										1 semaine après réception des observations

V. RESULTATS DU DIAGNOSTIC DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA

REGION DE TAMBACOUNDA

1. Présentation de la région de Tambacounda

1.1 Situation géographique et découpage administratif

La présentation qui sera faite concerne les limites administratives de l'ancienne région de Tambacounda avant la création de la région de Kédougou. Elle se situe entre 12°20 et 15°10 de latitude Nord et 11°20 et 14°50 de longitude Ouest. Elle couvre une superficie de 59 602 km² soit 30% du territoire national.

Tambacounda constitue la plus vaste région du Sénégal avec une superficie de 59.602 Km² représentant ainsi le tiers du territoire national. Elle est limitée au Nord par les régions de Louga, Saint-Louis et Matam, au Sud par la République de Guinée Conakry, à l'Est par les Républiques du Mali et de Mauritanie et à l'Ouest par les régions de Kolda, Kaolack et la République de Gambie. La région est composée de trois départements (Tambacounda, Bakel et Kédougou), 13 communes, 3 arrondissements, 35 communautés rurales, et 1.465 villages.

1.2 Milieux physiques

1.2.1 Climat et végétation

La région de Tambacounda se situe dans les zones phytogéographiques soudano-sahélienne et soudano-guinéenne.

Elle est caractérisée sur le plan climatique par deux saisons : une saison sèche de 6 à 7 mois et une saison pluvieuse étalée sur 5 mois. La région se situe entre les isohyètes 600 et 1500 mm. Les quantités de précipitations enregistrées évoluent de façon croissante du Nord au Sud.

La pluviométrie se caractérise aussi par une grande variabilité annuelle et mensuelle, particulièrement au début et en fin de saison. Les mois d'août et de septembre, reçoivent plus de 50% de la quantité annuelle d'eau enregistrée.

Tableau 3:Evolution de la pluviométrie (1995-2003)

Année	Tambacounda	Bakel	Kédougou
1995	654,2	610,5	1078,58
1996	769,1	4820	1131,06
1997	603,7	480,5	1256,12
1998	694,4	604	1101,3
1999	921,05	789,5	1388,74
2000	672,87	568,5	1265,12

Année	Tambacounda	Bakel	Kédougou
2001	595,46	553,5	1087,9
2002	536,8	501	886,62
2003	1155,38	850	1500,5

Source : PRDI Tambacounda (2001-2006)

Deux grandes périodes de régime thermique ne correspondant pas à la distinction entre saison des pluies et saison sèche sont à distinguer. La première va de juillet à février avec des températures plus basses et des maxima compris entre 31 et 36° et une moyenne générale située entre 25 et 28°.

La seconde, correspond à celle qui est la plus chaude avec des maxima compris entre 39 et 40°, des minima entre 21 et 26° et une moyenne de 29 à 33°.

La bonne pluviométrie se reflète sur le couvert végétal de la région. Les formations forestières sont diverses et couvrent 5 406 300 hectares, soit 91% de l'espace régional. Elles sont réparties selon les sous zones élatiques suivantes :

Dans le domaine Soudano – Sahélien

La strate ligneuse est dominée par le *Combrétus glutinosum* et le *Combrétum nigricans*. On retrouve des peuplements de *Bombax cestatum*, *Pterocarpus erinaceus* – *Sterculia Setigera*, *Annogeissus leicarpus* – *Terminalia avicennoides* – *Pterocarpus lucens*.

La strate herbacée est formée essentiellement d'andropogonées annuelles dont les plus fréquentes sont *Andropogon pseudopricus* et *Dcheterpogon hagerupii*.

Dans le domaine Soudano - Guinéen

Le tapis herbacé est essentiellement constitué de grandes andropogonées annuelles ou vivaces, celles-ci étant plus fréquentes vers le Sud.

Les plus répandues sont : *Andropogon pseudapricus*, *Andropogon gayanus*, *Dineteropogon amplexeurs*, etc. Le peuplement ligneux est dominé par *Pterocarpus erinaceus*, *Terminalia macroptera*, etc. On y trouve un peuplement de *Oxytenathera abyssini* des formations typiques de bamboueraie, rôneraie et de raphaie.

Au Sud dans le domaine Soudano – Guinéen

Les plateaux semi désertiques sont recouverts par un peuplement végétal dont la strate ligneuse principalement formée par *lepturella aristata*, *lepidagathus capituliformus* et la végétation herbacée est constituée principalement de *londetia annua*, *lepidagathis seicea*, *andropogon pseudapricus*, *ctennium villosum*.

En raison des actions anthropiques (déboisement à des fins agricoles ou autres), le couvert végétal diminue chaque année. A cela s'ajoutent l'assèchement de certains cours d'eau et la baisse de la nappe phréatique en année de sécheresse qui entraînent la disparition de certaines espèces.

1.2.2 Relief

Le relief de la région est accidenté. On distingue deux types de formations correspondant au Socle Ancien et au Continental Terminal. Dans le Socle Ancien on retrouve les reliques des montagnes du Fouta Djallon, avec des altitudes élevées (250 à 540 m d'altitude). Le Continental Terminal est marqué par une pénéplaine, entrecoupée par des dépressions ou vallées alluviales appartenant au système du bassin fluvial de la Falémé, notamment de la Gambie.

1.3 Ressources en eau

L'essentiel des ressources en eau est constitué des eaux continentales et des eaux souterraines.

Eaux continentales

Le réseau hydrographique est constitué principalement de quatre cours d'eau que sont les fleuves Sénégal et Gambie, les affluents Falémé et Koulountou. Les régimes de ces cours d'eaux sont fortement tributaires des pluies (crue de juillet à octobre, étiage avril mai).

La Gambie et la Falémé reçoivent plusieurs rivières dont les principales sont :

- pour la Falémé : koibakabé, Daléma, Gandamal, Kobakoye
- pour la Gambie : Diarha, Thiokoye, Niokolo-Koba, Niérikou, Niaoulé, Sandougou, Sili et Diagri.

Du point de vue ressources en eau, le fleuve Sénégal, la Gambie et la Falémé, charrient en moyenne 20 milliards de m³ d'eau par an. Ce volume constitue un potentiel important dont l'utilisation essentiellement limitée à la décrue, reste dérisoire.

Eaux souterraines

Les eaux souterraines sont contenues dans les nappes peu profondes ou phréatiques et les nappes profondes du maastrichtien. Celles-ci sont localisées dans les formations hydrogéologiques du Continental Terminal (miopliocène) et du socle ancien.

Au niveau du continental terminal la nappe phréatique couvre entièrement la superficie du bassin et sa profondeur varie de 40 à plus de 60 m. Pour le renouvellement annuel de la ressource, cet aquifère reçoit en moyenne une alimentation comprise entre 600 millions et 1 milliard de m³ pour un potentiel exploitable de 10 milliards de m³.

Pour le système relevant de l'aquifère des sables et des grés du maastrichtien, la nappe s'étend sur tout le bassin sédimentaire et sa profondeur varie de 100 m à plus de 500 m.

Le potentiel exploitable est estimé à 2 500 millions de m³. Le socle ancien ne renferme que des nappes localisées et des percées de faible importance avec des volumes limités.

1.4. Situation démographique

La population de la région de Tambacounda connaît une évolution continue depuis l'indépendance. En effet de 162 713 habitants en 1961, le total démographique régional est passé à 287 313 en 1976, pour atteindre 385 982 habitants en 1988. En 2002 la population de la région de Tambacounda s'élevait à 605 695 habitants dont 83% vivant en milieu rural, 17% en ville. Elle était composée de 51% de femmes et de 58% de jeunes de moins de 20 ans.

Le rythme élevé de la croissance de la population, résulterait de l'effet combiné d'une immigration qui prend de plus en plus d'ampleur, d'une fécondité élevée et d'une mortalité en baisse grâce à l'amélioration des conditions sanitaires.

Entre 1961 et 2003, la densité de la population a été multipliée par 3,66, ce qui dénote d'un dynamisme démographique certain. Elle se situait en 2002 à 11 habitants/km². Cependant, comparée à d'autres régions du Sénégal, cette densité reste encore faible.

En 2002, la répartition de la population par grands groupes d'âges et par sexe, fait apparaître la prédominance de la tranche d'âge de 0-19 ans. Les jeunes de moins de 20 ans représentaient, selon les données de l'ESAM II 58% de la population totale régionale contre 52% en 1976.

La population est inégalement répartie entre les départements de la région de Tambacounda comme le montre le tableau ci-dessous.

Le département de Tambacounda regroupait 51% de la population régionale alors que Bakel et Kédougou abritaient respectivement 17% et 32% des habitants.

Selon le recensement général de la population et de l'habitat en 2002, le groupe Pulaar est le plus important dans la région avec 46,4% ainsi que dans tous les départements. En seconde position arrive le groupe Mandingue avec 17,4%, suivi des Sarakolé constituant 11,2%. Ces derniers représentent 30,8% de la population du département de Bakel. Arrivent en 4ème position, les Ouolofs avec 8,8% de la population régionale. Ils sont plus représentés dans le département de Tambacounda où ils constituent 14,4% de la population départementale.

Les Bambaras et les Sérères représentent respectivement 3,2% et 3% de la population régionale.

Les autres ethnies présentes dans la région sont : les Bassaris, Koniaguis, Tendas, Djallonké, Diola, Mankagne, Manjack.

Depuis plusieurs décennies, la région de Tambacounda est le théâtre d'importants mouvements migratoires (migrations internationales, interrégionales et intra régionales) en raison de sa position géographique (limitée par le Mali, la Gambie et la Guinée) et de son appartenance à un espace ethnolinguistique sous-régional et de ses énormes potentialités économiques.

La migration internationale est un phénomène non maîtrisé. Cependant, il est reconnu que la ville reçoit d'importants flux migratoires en provenance des pays voisins (Guinée, Mali, Mauritanie et Gambie). Selon les données de recensement de 1976 et de 1988, les étrangers représentaient respectivement 4% et 5,5% de la population régionale dont plus de la moitié sont des ressortissants de la Guinée Conakry.

La région connaît cependant des départs assez importants vers les pays développés et certains pays africains notamment ceux d'Afrique Centrale (Congo, République Démocratique du Congo, Gabon etc.).

Le département de Bakel est le plus touché par l'émigration.

1.5 Activités économiques

Elle repose essentiellement sur le secteur primaire qui représente 77% du PIB régional.

– Agriculture

D'après le PRDI (2001-2006), les activités agricoles contribuent à hauteur de 40% de la part du secteur primaire dans la formation du PIB régional et mobilise 70% des actifs, constituant ainsi l'activité économique dominante.

L'importance de l'activité agricole est basée sur les indicateurs suivants :

- 2 092 000 hectares de terres aptes à la pratique de l'agriculture pluviale ;
- la disponibilité d'immenses ressources en eau de surface et en eau souterraine ;
- l'existence de terres irrigables (150 000 ha) ;
- un écosystème favorable aux cultures variées ;
- une pluviométrie importante (entre 600 à 1500 mm) ;
- l'amorce d'une dynamique organisationnelle des populations ;
- la disponibilité de la fumure organique.

Les cultures de rente (arachide, coton) occupent 40% des superficies cultivées et donnent à la région les conditions favorables au développement de l'agro-industrie avec les usines d'égrenage de coton à Tambacounda et à Kédougou.

Le maïs, le mil, le sorgho, le riz et le fonio, constituent les principales céréales cultivées dans la région. En 2004, les cultures céréalières ont occupé 60 % des superficies emblavées. La production céréalière est essentiellement composée du mil et du sorgho (80% de la production) et du maïs (20%).

Le département de Tambacounda détient près de 65% des superficies emblavées en céréales et celui de Kédougou plus de 60% de celles emblavées en riz.

Les superficies occupées par les cultures vivrières connaissent une augmentation continue depuis 1995. Elles sont passées en effet de 99 026 ha en 1995 à 126 550 ha en 2004 ; soit une augmentation durant cette période de 27 524 ha soit la moyenne 3058 ha par an.

Le département de Tambacounda détient 70% de la production totale de mil et de sorgho. Par rapport à l'année 1995, les rendements de mil et de sorgho ont augmenté de manière substantielle.

En 2004, les superficies occupées par l'arachide représentaient, 83 % des superficies des cultures de rentes contre 90 % en 1999. Le département de Tambacounda détient 82% des superficies d'arachide et fournit 80% de la production régionale en arachide.

La production d'arachide est passée de 49 410 tonnes en 1995 à 82 407 tonnes en 2004.

Les bonnes performances dans la production pour les cultures de rente telles que l'arachide, le coton et le riz irrigué sont dues à l'encadrement rapproché fait à ces types de cultures par les grandes sociétés comme la SONAGRAINE, la SODEFITEX, la SAED et l'ANCAR.

Le niveau d'équipement est très faible et le matériel est dans un état de vétusté avancé. Avec la relance du programme agricole, un rééquipement timide a commencé mais se heurte aux faibles taux de remboursement à la banque. Les opérations culturales sont mécanisées surtout dans le département de Tambacounda, du semi à la récolte.

– **Elevage**

La région constitue une importante zone d'élevage avec trois systèmes : le semi intensif, l'extensif et le mixte.

La région compte un cheptel très diversifié. Les ovins (1034646) et les caprins (922795) représentent plus de 71% de l'effectif total du cheptel alors que les bovins ne font que 25%.

Le département de Tambacounda détient près de 60% de l'ensemble du cheptel et 39% pour celui de Bakel.

Malgré l'augmentation continue du cheptel régional, le secteur est en proie à des difficultés qui l'empêche de peser véritablement sur le développement de la région. En effet le suivi sanitaire n'est pas bien assuré et les équipements (parcs à vaccination, forage à vocation pastoral, etc.) sont très insuffisants. C'est la même situation qui prévaut au niveau des secteurs connexes comme la production de lait. En effet du fait de l'absence d'unités de transformation et de stockage d'importants volumes sont perdus chaque année.

– **Pêche continentale**

Le réseau hydrographique régional est très important. Il est constitué essentiellement par les fleuves Sénégal et Gambie.

Le potentiel halieutique apparemment riche et varié n'est pas maîtrisé. La pêche est une activité traditionnelle peu développée qui est pratiquée saisonnièrement en raison de l'instabilité du plan d'eau de la plupart des cours d'eau. Les mises à terres sont très faibles et ne couvrent qu'un marché très restreint. Cette activité est confrontée à des problèmes d'équipements en matériel de pêche, d'encadrement et de formation.

– **Activités de foresterie**

Les activités forestières jouent un rôle très important dans l'économie régionale car contribuant pour environ 6,2% dans la part du secteur primaire dans le PIB régional.

La région de Tambacounda, en raison de ses bonnes conditions climatiques et de son éloignement est une des dernières réserves forestières du pays.

Les principales potentialités reposent sur :

- d'importantes formations forestières diversifiées, couvrant 5 406 300 ha soit 91% de la superficie régionale, composées de 20 000 ha de forêts galeries ; 1 496 600 ha de savanes boisées ; 5 400 ha de steppe arborée, 3 684 500 ha de savane arborée et 200 000 ha de savane arbustive.
- une bonne pluviométrie et une diversité écologique ;

Le domaine forestier est constitué de 17 forêts classées, dont 04 dans le département de Bakel, 11 dans le département de Tambacounda et 02 dans le département de Kédougou, d'un parc national (le Niokolo Koba) et de la zone d'intérêt cynégétique (ZIC) de la Falémé.

L'ensemble de ces massifs, couvre une superficie de 689 844 hectares soit 45% de la superficie régionale totale. A ces massifs forestiers (forêts, parcs nationaux et ZIC), s'ajoute le domaine protégé. Les formations végétales de la région couvrent une superficie de 54 063 Km² soit 91% du territoire régional.

Depuis plus de 20 ans, en raison de l'avancée du front agricole du centre du pays vers l'Est, de la transhumance, de la péjoration climatique, de la fréquence des feux de brousse et de l'exploitation abusive des forêts, le couvert végétal connaît une régression sans précédent.

L'exploitation forestière concerne principalement les combustibles ligneux (charbon de bois et bois de chauffage), le bois d'œuvre, le bois de service et les produits de cueillette. Les recettes tirées de cette exploitation varient entre 600 et 800 millions de francs CFA dont presque 95% sont constituées par les recettes des combustibles ligneux.

L'exploitation des combustibles ligneux se fait dans le domaine forestier non classé. Le quota moyen alloué ces dernières années est d'environ 500 000 quintaux pour le charbon de bois et 60 000 stères pour le bois de chauffe.

Le « veen » et le « dimb » sont les espèces les plus recherchées pour le bois d'œuvre. Ils ont subi une forte agression durant ces dernières années malgré les mesures de protection.

Les produits de cueillette sont variés et concernent essentiellement le pain de singe, le madd, la gomme arabique, la gomme « mbep », le dankh, les jujubes et le tamarin.

Concernant la protection de la nature, des actions de reboisement ont été menées sur environ 121 hectares de plantations massives, 59 kilomètres de plantations linéaires et 2708 de plants d'ouvrage.

– **Gestion de la faune :**

La région possède le potentiel faunique le plus important du pays. Cette situation est liée à la grande étendue du territoire régional, à la diversité des formations forestières et à la faible densité des populations.

Elle dispose d'une zone d'intérêt cynégétique qui couvre une superficie d'environ 1 336 000 hectares ainsi que 22 zones amodiées d'une superficie de 920 000 hectares. Ce potentiel cynégétique est soutenu par le parc national de Niokolo-Koba, réservoir d'importantes ressources fauniques.

L'habitat de la faune est favorisé par un réseau hydrographique constitué des fleuves Gambie, Sénégal, de la Falémé et de ses affluents. L'inventaire de la faune n'est pas encore effectué, mais elle comprend une grande diversité pour la chasse.

L'exploitation de la faune s'effectue conformément à un plan d'aménagement et de gestion qui tient compte de la densité du gibier et de la nécessité de préserver l'habitat de la faune.

En outre, les quotas par espèce sont établis annuellement en fonction des effectifs recensés.

Le suivi et le contrôle de la campagne dans la ZIC de Falémé permettent d'avoir une idée de la densité de la population animale.

Les zones amodiées, actuellement au nombre de 22, sont gérées par des privés nationaux et expatriés pour une superficie totale de 92 000 hectares.

La faune subit actuellement de multiples agressions et sa protection en tant que patrimoine contre toute dégradation est devenue une préoccupation majeure, voire une priorité pour la durabilité des ressources naturelles de la région.

– **Mines**

La région de Tambacounda possède d'énormes potentialités minières, localisées dans le socle ancien qui couvre environ 31 000 kilomètres carrés.

Les différentes réserves de minerais sont estimées à :

- 800 millions de tonnes de minerai de fer de bonne qualité,
- 30 tonnes d'or à Sabadola,
- 348 545 tonnes prouvées de marbre et 1 067 148 tonnes estimées à Ibel, Ndébou et Bandafassi.

Le secteur minier connaît actuellement un important flux de capitaux de recherche minière. En effet on y compte une trentaine de permis de recherche minière attribués à des sociétés dont quelques juniors sénégalaises.

Les travaux de prospection minière et de cartographie géologique ont permis de mettre en évidence entre autres différents indices de minerais métalliques et non métalliques dont : le nickel, le platine, le chrome, l'étain, le diamant, le cuivre, l'uranium, le manganèse, le wolfram, le colombite, le tantale, le molybdénite, le barytine, les pierres ornementales et les matériaux de construction.

Dans le département de Bakel, quelques indices de cuivre existent à Gabou, Koussan et Alluigheul. Les réserves sont estimées à 100 millions de tonnes de minerais, soit 1 million de tonne de cuivre. Mais l'exploitation n'est pas actuellement rentable.

– **Industrie**

L'industrialisation est encore à un stade embryonnaire dans la région de Tambacounda. Le parc industriel de la région se résume aux deux usines d'égrenages de la SODEFITEX à Tambacounda et à Kédougou.

La région ne détient que 2% des emplois permanents disponibles à l'échelle nationale dans le secteur et ne contribue qu'à hauteur de 2% de la valeur ajoutée nationale.

– **Artisanat**

La région de Tambacounda recèle d'importantes potentialités en bois d'œuvre avec la présence d'espèce ligneuses diverses et variées comme le "veen", le "dimb", le "nééré", le "caïlcédrat", le "kapokier", le "rônier" etc....

Après l'agriculture, l'artisanat occupe la part la plus importante de la population active. Il est recensé 120 corps de métiers dont les plus importants sont la menuiserie bois, la maçonnerie, la teinturerie, la bijouterie et les métiers des bâtiments et travaux publics.

Sur un potentiel de plus de 6 000 artisans au niveau régional, seuls les 4 094 étaient inscrits en 2003 à la chambre des métiers. L'artisanat de production mobilise 57,97%, l'artisanat de service 25,92% et l'artisanat d'art 16,11% des effectifs.

– **Tourisme**

Fortement liée à la nature, les activités touristiques de Tambacounda reposent sur les potentialités suivantes :

- le parc national de Niokolo-koba : (913 000 ha)
- la zone d'intérêt cynégétique : (1 336 000 ha)
- les paysages variés constitués par les massifs forestiers, les contreforts du Fouta-Djalou et les chutes du Dindifélo (cascades)
- les vestiges historiques constitués par le pavillon de René CAILLE de Bakel, (photo n°2) les forts de Bakel (photo n° 3 et 4) et de Sénédebou, la zone de mégalithes de Saré Sara
- les manifestations culturelles avec les fêtes traditionnelles des Bassari, la SAFRA ;
- l'artisanat traditionnel, riche et varié.

Les formes de tourisme qui se sont développées dans la région tournent autour du tourisme de vision et safari photo, du tourisme cynégétique, du tourisme culturel et de découverte.

Le tourisme de vision et de safari photo est essentiellement concentré dans le parc du Niokolo-koba.

Quant au tourisme cynégétique, son développement est dû au fait que la région de Tambacounda est la plus giboyeuse du pays. Ce tourisme repose essentiellement sur une zone d'intérêt cynégétique (ZIC) de 1 336 000 hectares et 22 zones amodiées, couvrant 1 092 000 hectares. Cette zone est à cheval sur les départements de Kédougou et de Bakel.

Actuellement, une quinzaine de campements et trois (03) hôtels soutiennent le tourisme cynégétique et reçoivent plusieurs centaines de chasseurs par an auxquels s'ajoutent 3 000 touristes de vision dans le Niokolo-koba.

Le tourisme culturel et de découverte est essentiellement exploité à travers les manifestations culturelles et les sites historiques ou culturels.

– **Commerce**

Les opportunités de développement du commerce, reposent essentiellement sur la valorisation des importantes ressources agricoles, minières, forestières et animales de la région.

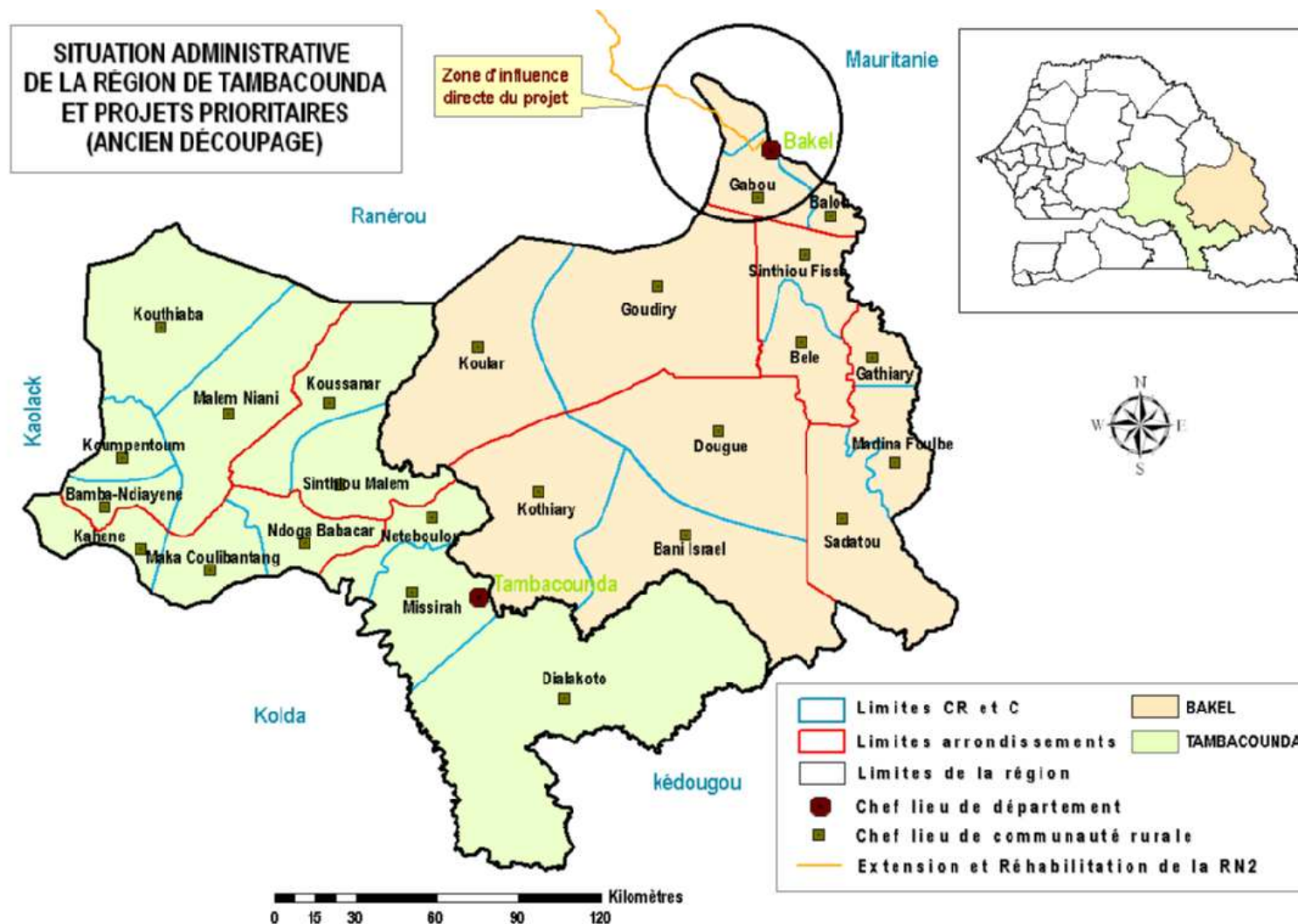
L'éloignement des centres de ravitaillement et l'enclavement des zones rurales rendent toutefois onéreux le coût de transport qui se traduit par la cherté et la mauvaise distribution des produits dans la région.

2. Rappel des projets retenus dans le cadre du MCA et qui concernent la région

Les projets retenus dans le cadre du MCA concernent uniquement le département de Bakel. Le projet retenu est la réhabilitation de la RN2 de Bakel à Richard Toll sur près de 429 km. Les travaux d'aménagement envisagés tout comme au niveau de la RN6 déjà mentionné consistent à mettre la route aux standards CDEAO et caractéristiques pour les routes revêtues, soit une largeur de 7,20 mètres de chaussée en béton bitumineux et des accotements de 1,50 mètres chacun en mono couche avec des aménagements spéciaux dans les traversée d'agglomération (parking de stationnement) et en section courante (zone d'arrêt d'urgence). Le tracé routier dans l'aire administrative du département de Bakel polarise l'arrondissement de Moudéry, une petite portion de la communauté rurale de Gabou.

Région de Tambacounda

Figure 1 : Situation administrative et projets prioritaires pour la région de Tambacounda

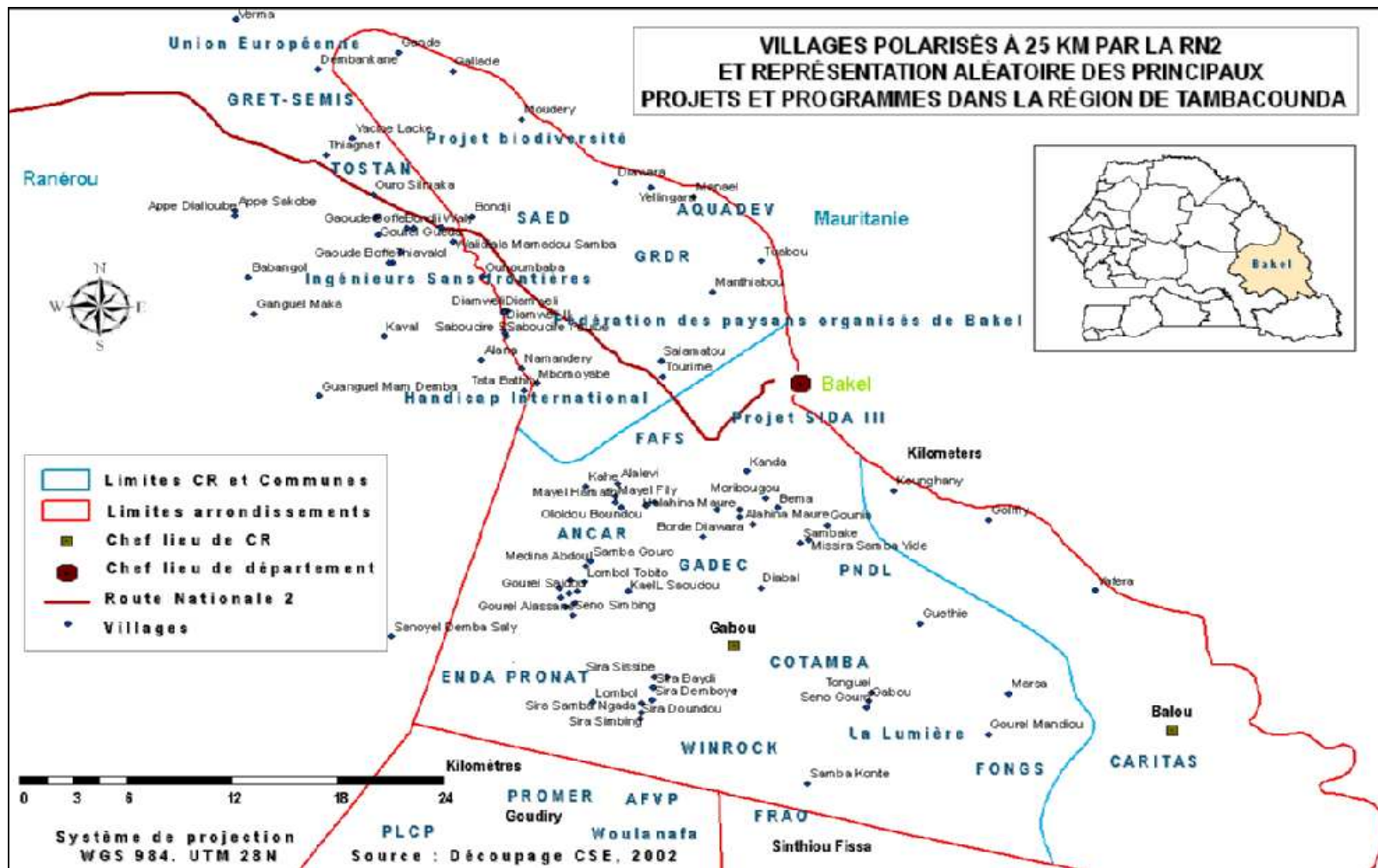


Source : Découpage CSE, 2002

Système de projection : WGS 984. UTM 28N

3. Cartographie – matrice des programmes et projets

Figure 2: Cartographie des interventions de lutte contre la pauvreté dans la région de Bakel.



(cf matrice en annexe)

Dans la région de Tambacounda, secteur agricole bénéficie d'un encadrement rapproché de grandes sociétés comme la SONAGRAINES, la SODEFITEX, l'ANCAR et la SAED surtout en ce qui concerne les cultures de rente (Arachide, Coton, Riz irrigué). Par contre, les productions céréalières bénéficient d'un appui très timide des services techniques. Le niveau d'équipement est très faible et a atteint un degré de vétusté très avancé. En effet, 80% de cet équipement ont été mis en place depuis 1986. Ce matériel est encore fonctionnel grâce à l'ingéniosité des artisans locaux appuyés par le PROMER. Un début timide de rééquipement a commencé avec la relance du Programme Agricole mais se heurte aux faibles taux de remboursement à la banque.

Le secteur de l'hydraulique rurale a connu un essor remarquable. La priorité accordée à l'alimentation en eau potable des populations s'est traduite par un accroissement des points d'eau. Les efforts de l'état sont appuyés par l'intervention de l'UNICEF, des projets (PMR/FED, FDL, Programme Saoudien de puits : Phase III, AEP/AHE) et des ONG (GADEC, AFVP, GRED, GRDR), etc...

Grâce à ces interventions, la région compte environ 835 points d'eau équipés de moyens d'exhaure dont 49 en énergie solaire, 780 en moteurs ou pompes manuelles et 6 puits forages. Le taux de couverture en eau potable se situe autour de 24 l/j/h, inférieur à la moyenne nationale qui est de 26 l/j/h. Il est à noter que la région compte un nombre très important de puits dont l'inventaire n'est pas encore réalisé.

Grâce à son poids économique, à la diversité et à la qualité des services offerts, à sa souplesse d'adaptation, à ses potentialités en matière de formation et d'emploi, l'artisanat reste un secteur clef de l'activité économique de la région. Après l'agriculture, l'artisanat occupe la plus grande partie de la population active. Sur le plan institutionnel, c'est la Chambre des Métiers en rapport avec certains ONG qui interviennent dans ce sous secteur pour le rendre plus performant et compétitif par le biais des sessions de formations et de perfectionnement mais surtout par la mise en place d'une mutuelle de crédit et d'épargne.

Il est recensé dans la région plus de 120 corps de métiers dont les plus importants sont la menuiserie-bois, la maçonnerie, la teinture, la bijouterie et les BTP. Sur un potentiel de 6614 artisans au niveau régional, seuls 4000 environ sont inscrits actuellement à la Chambre des Métiers. L'artisanat de production mobilise 57,97 %, l'artisanat de service 25,92% et l'artisanat d'art 16,11 % des effectifs.

Sur le plan énergétique, le bois de chauffe, le charbon de bois, les produits pétroliers et l'électricité sont les formes énergies utilisées dans la région. Le bois de chauffe est le plus consommé, notamment dans le milieu rural où résident plus de 80 % de la population régionale.

Les principaux atouts en matière d'énergie sont : les potentialités d'énergies solaire, hydroélectrique et d'origine ligneuse. Mais ces potentialités sont encore sous exploitées faute d'appui. L'électricité, est surtout utilisée en milieu urbain et pénètre de plus en plus le milieu rural. En effet, sur les 9 localités électrifiées de la région, 6 sont du milieu rural.

La production électrique a été assurée par 6 centrales autonomes (Tambacounda, Koumpentoum, Kédougou, Bakel, Kidira et Goudiry) d'une capacité totale de production de 4.632 KW, utilisée à hauteur de 80 %. A part les communes, l'alimentation des localités en électricité est à mi-temps : 12 h/24 h. L'absence quasi totale d'unité industrielle fait que l'énergie électrique dans la région est destinée à un usage essentiellement domestique. C'est en zone urbaine que l'énergie électrique est la plus utilisée.

Actuellement, plusieurs réalisations ont été faites en électrification. C'est ainsi que la ville de Bakel est raccordée à la centrale de Wourosogui, deux groupes de 1.250 KVA ont été achetés pour la centrale régionale afin d'améliorer l'offre de service. Dans le cadre **du programme d'électrification rurale** beaucoup de gros villages et chefs lieux d'arrondissement ont été raccordés au réseau électrique. Tous les chefs lieux des arrondissements du département de Kédougou sont équipés de groupe électrogène. Concernant les énergies renouvelables, leur utilisation est peu développée malgré le potentiel existant. Seul le village de Dialacoto dispose d'installation expérimentale en énergie solaire. De plus en plus, ce type d'énergie est utilisé en milieu rural par des privés. Avec les barrages hydroélectriques de Manatali et de Kékéréty en perspective, l'énergie sera disponible en quantité suffisante pour le développement de la région.

En ce qui concerne l'alphabétisation, le taux d'analphabétisme se situe autour de 79% malgré l'appui des partenaires et l'engagement des populations et des opérateurs.

Dans la région, interviennent plusieurs projets tels que le PAPA, le PADEN, le PGCRN, le PAIS-Etat ainsi que des privés comme la SODEFITEX, CARITAS et certaines ONG. Le nombre total d'auditeurs est de 24.300 dont 11.500 femmes, répartis dans 573 centres d'alphabétisation. A titre d'illustration, le Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) financé par le FAD/BAD et le FND a réalisé comme actions :

- l'ouverture de 100 classes et la formation de 93 assistants ;
- la mise en place d'équipements (abris provisoires et/ ou classes réhabilitées) et de matériels didactiques.

La mise en œuvre de la Politique d'Emploi dans la région lors de cette dernière décennie a été surtout le fait des structures décentralisées du GOPEC, du PPPR, du CGE, les ONG et tout récemment le PROMER et le Conseil régional. Leur stratégie est de rompre avec «l'esprit fonctionnaire» et de diffuser une nouvelle philosophie du travail par la promotion de l'emploi non salarié. En milieu urbain, outre les problèmes financiers pour exécuter les projets, cette politique n'a pas su faire face à une trop forte demande pour assurer le plein emploi. Cette situation est le fait d'un chômage de plus en plus important des actifs favorisé par un essor démographique et une migration très significative. Le volume de l'offre ne suffit point à satisfaire les besoins. Pour beaucoup d'actifs, le secteur informel devient la seule voie d'insertion à l'économie régionale.

Sous l'impulsion du Ministère de la Famille et de la solidarité nationale, avec le concours des CERP, les femmes se sont organisées autour de différentes structures. En s'organisant, les femmes jettent les bases d'une solidarité entre elles et offrent un cadre d'appui et d'aide au développement. C'est ainsi qu'elles bénéficient de plus en plus du soutien des O.N.G, des programmes et de structures de financement (caisses locales, CM, CNCAS, etc.). Les structures les plus connues sont les suivantes :

- les groupements de promotion féminine, fédérés au niveau local, communal, départemental, régional et national ;
- les associations des femmes, les associations de jeunes femmes, les ententes inter villageoises, les organisations villageoises et les associations de base des producteurs.

Au regard de tout ce qui précède (niveau et qualité des interventions) , on se rend compte de la timidité de l'action des partenaires au développement face aux multiples besoins en appui de l'économie régionale. Pour dire donc que la réalisation des projets du MCA et des mesures d'accompagnement mis en relief à travers le présent diagnostic sont attendus avec beaucoup d'espoir pour lutter contre la pauvreté. Pour se faire, la MFG/MCA gagnerait à nouer un partenariat avec l'ARD/PNDL qui est l'acteur incontournable dans le processus de développement de la région.

4. La situation de référence des structures de formation

Le système d'ETFP au niveau de la région de Tambacounda est réduit à sa plus simple expression au niveau de la formation professionnelle et se caractérise par :

- **Le nombre réduit des structures** (un lycée technique industriel et minier maintenant rattaché à la nouvelle Région de Kédougou, trois centres de formation professionnelle en économie familiale et sociale dont l'un est maintenant rattaché à la nouvelle Région de Kédougou, quatre centres privés de formation professionnelle : Don Bosco, EPG/IAM, Centre de formation au développement de Salémata lui aussi maintenant rattaché à la nouvelle Région de Kédougou, le Centre de formation professionnelle CFP de Tambacounda dont les effectifs cumulés étaient de 300 en 2005/2006 et à Bakel un centre de formation technique général surtout orienté vers le secteur agropastoral et quelques centres d'alphabétisation fonctionnelle.
- **Les Capacités d'accueil très limitées** du fait d'un manque de politique d'investissement permettant de relever le niveau et la qualité d'équipement et des postes de travail disponibles ;
- **Le Déficit en personnels enseignants et de service** du fait que les conditions matérielles d'exercice dans les régions demeurent précaires et n'offre pas toujours des opportunités et perspectives de mener des recherches et de suivre les évolutions technologiques. Dans la plupart des cas, les enseignants spécialistes hésitent d'aller exercer dans les régions et en milieu rural de peur d'être déphasés par rapport à ceux restés dans les grands centres urbains. De plus les structures de formation du système ETFP local rechignent encore à capitaliser sur les professionnels locaux qui avec un renforcement de leurs compétences en formation de formateur ou en pédagogie pourraient certainement permettre de réduire le déficit en personnel enseignant ;
- **L'absence d'une réelle spécialisation dans les filières** qui demeurent encore très généralistes ;
- **Le coût élevé des formations** par rapport au pouvoir d'achat des populations et surtout par rapport à la valeur actuellement collée à l'ETFP ;
- **Le Déficit de communication** sur l'importance et la valeur du sous secteur de la formation professionnelle ;

Notons tout de même 2 projets envisagés dans la Région par des Associations d'immigrés établis en France pour relever le niveau de qualification des jeunes et ainsi impulser le développement de leur Région :

- le projet dans la Commune de Tambacounda du centre de formation en mécanique (FORAMECA) initié par l'Association des Ressortissants de Sira Doundou en France.
- le projet dans la Commune de Bakel du Centre de Formation Professionnelle, d'Apprentissage et de Production (CFPAP) initié par l'Association des Ressortissants de Bakel en France (ARBF) et qui prévoit de dispenser une formation professionnelle initiale et continue et des apprentissages dans les filières :
 - **Bâtiment et Travaux Publics**
 - **Construction métallique**
 - **Dépannage hydraulique**
 - **Dépannage Solaire**
 - **Froid et Climatisation**
 - **Gestion – Informatique – Langues**
 - **Menuiserie Bois**
 - **Mécanique Moteur – automobile**
 - **Agriculture et élevage**
 - **Hôtellerie et Restauration**

Concernant l'alphabétisation, le taux gravite autour de 80% ceci, grâce à l'appui des partenaires et à l'engagement des populations et des opérateurs. Dans la région, interviennent plusieurs projets tels que le PAPA, le PADEN, le PGCRN, le PAIS-Etat ainsi que des privés comme la SODEFITEX, CARITAS et certaines ONG. Le nombre total d'auditeurs est autour de 24.000 dont 11.500 femmes, répartis dans 573 centres d'alphabétisation. A titre d'illustration, le Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) financé par le FAD/BAD et le FND a effectué les actions suivantes :

- ouverture de 100 classes et formation de 93 assistants ;
- Mise en place d'équipements (abris provisoires et/ ou classes réhabilitées) et de matériels didactiques.

5. Les terroirs (Communautés Rurales) sur l'axe des projets MCA, leur potentiel socioéconomique, les communautés et groupes qui y sont les plus vulnérables

Dans la région de Tambacounda, le seul terroir touché par les projets MCA est la communauté rurale de Moudery. Il situe à l'extrême Est du Sénégal, dans le département de Bakel.

La Communauté rurale de Moudéry couvre une surface de 288 km² et est limitée au Nord et à l'est par la République Islamique de Mauritanie, à l'ouest par la CR de Bokiladji (Département de Kanel, Région de Matam), au sud par la CR de Gabou.

5.1. Caractéristiques socio démographiques

La population de la communauté rurale de Moudery augmente régulièrement. Le recensement administratif effectué en 2006 fixe la population à 20 443 habitants soit une densité de 62 habitants/ km². En prenant en compte le taux d'accroissement entre le recensement de 2003 et celui de 2006 (évalué à 3,27% par an), la population peut être estimée, en 2008, à 22 003 habitants.

La structure ethnique montre que les soninkés constituent le groupe le plus important. Ils sont suivis des Halpulaars, des Bambaras et des Wolofs. Une bonne partie de la population Soninké et Halpulaar est binationale (Franco-sénégalaise). Ceci est révélateur de l'étendue du phénomène de l'immigration internationale dans le terroir. Dans certains villages chaque famille compte au moins un parent en France. Il faut dire qu'au Sénégal, la région naturelle du fleuve en général et Moudery en particulier sont historiquement les premiers foyers d'alimentation des flux de migrations internationales.

Les retombées économiques de l'immigration sont incontestables. En effet les transferts d'argent effectués par les émigrés en faveur de leurs familles et des communautés permettent de prendre en charge une bonne partie des besoins alimentaires mais aussi de financer des équipements communautaires.

L'immigration contribue en outre à l'amélioration de l'habitat au niveau local grâce aux nombreux investissements immobiliers.

Les populations de la CR de Moudery sont majoritairement agriculteurs et pasteurs mais la pêche occupe une proportion importante d'actifs.

On recense 13 villages administratifs dans la CR et 6 hameaux. La répartition de la population est très inégale. Parmi ces 19 villages, on dénombre 7 centres de plus 1 000 habitants (soit 82% de la population), dont 4 avoisinant ou dépassant 2 000 habitants (Moudéry, Tuabou, Manaël, et Tourimé). Le reste des villages ont un poids démographique qui est inférieur ou légèrement supérieur à 700 habitants.

Tableau 4 : Répartition de la population de la communauté rurale de Moudery

	Nom	Population 2008
Villages	Bondji	729
	Diamveli	293
	Gallade	1296
	Gande	1280
	Manaël	1975
	Manthiabou	725
	Mbomoyabe	256
	Moudery	6534
	Namandery	329
	Saboucire Foulbe	100
	Tourime	1930
	Tuabou	2984
	Yellingara	1657
Hameaux	Debi	100
	Diécoulane	377
	Diamweli garage	200
	Gouréldaw	100
	Sabouciré Sebbé	150
	Wonoum Baba	400
	Total	21415

Source : ARD de Tambacounda

Au sein de la communauté rurale, les villages situés sur l'axe de la RN2 et le long du fleuve constituent une zone de concentration importante de la population. Cette situation s'explique principalement par les possibilités de desserte que cette voie offre pour rallier les villes de la région et par les potentialités économiques que représente le fleuve. Les villages situés dans le Dieri sont les moins peuplés en raison des conditions de vie difficiles.

5.2. Le potentiel économique des terroirs

La communauté rurale de Moudery dispose de potentialités agricoles et pastorales importantes. En effet la proximité du fleuve permet de pratiquer une agriculture irriguée et de faire aussi des cultures de décrue. Les aménagements hydro-agricoles et les périmètres irrigués réalisés grâce à l'appui de la SAED ont permis de mieux valoriser les potentialités et de diversifier la production agricole. Les cultures de rente comme le riz, la tomate ont beaucoup progressé dans le Walo (terre humide et à proximité du fleuve).

La qualité de l'encadrement disponible constitue aussi un atout non négligeable. En effet l'action de la SAED et d'autres structures comme le GRDR a permis d'optimiser les rendements agricoles.

En zone dièri (terres exondées) la culture sous pluie pratiquée dispose de vastes étendues de terres. Elle constitue aussi la zone d'élevage par excellence.

Dans la CR l'élevage est la deuxième activité la plus importante. La disponibilité de l'eau est l'un des facteurs explicatifs de l'expansion de ce secteur. Du fait de la proximité du Fleuve Sénégal et l'existence d'anciennes vallées inondables en période de crue, l'abreuvement du bétail est assuré pendant une bonne période de l'année. Le phénomène de la transhumance sur de longues distances pour rechercher de l'eau et du pâturage est ainsi méconnu.

Le fleuve Sénégal regorge aussi d'importants stocks de poissons bien que la ressource ait tendance à baisser. Le développement de la pêche est axé vers la pisciculture compte tenu des opportunités offertes par les mares et cours d'eau temporaires et par l'aménagement des bassins de rétention.

La CR de Moudery est une importante zone de transit et d'échanges. D'ailleurs plusieurs marchés hebdomadaires sont rencontrés sur l'axe de la RN2. Ces équipements marchands sont des lieux de rencontre et d'écoulement des produits locaux. Celui de Bondji par exemple accueille chaque semaine des populations et des produits venant des CR voisines et même de la Mauritanie. Il procure en outre des recettes substantielles au Conseil Rural.

En dépit de toutes ces potentialités la communauté rurale de Moudery est en proie à des difficultés économiques importantes. En effet aussi bien les cultures de rente que celles vivrières sont très aléatoires d'une année à une autre malgré la disponibilité de l'eau. Il s'y ajoute que chaque année la région n'est pas à l'abri d'aléas climatique ou de menaces liées aux criquets.

Les populations de la CR ne doivent leur salut qu'aux transferts des émigrés. En effet malgré les problèmes économiques, l'incidence de la pauvreté dans le département de Bakel en général et dans la CR de Moudery en particulier est moins élevées que dans le reste de la région.

5.3. La situation des secteurs sociaux

Dans la CR de Moudery l'accès aux services sociaux de base se fait dans des conditions difficiles. La situation est marquée par l'insuffisance des équipements et leur concentration dans le chef lieu de communauté rurale.

– Education

Les infrastructures scolaires présentes dans la collectivité comprennent 1 collège d'enseignement moyen (Moudéry), 11 écoles élémentaires (dont 3 dans le village centre) et 1 case des tous petits.

La desserte dans la communauté rurale est moyenne. Environ 52 % des villages ou hameaux disposent d'une école élémentaire. Les difficultés identifiées dans ce domaine concernent surtout la qualité des équipements et les mauvaises conditions de travail.

Malgré les nombreuses salles de classe construites par les ressortissants de la CR installés à l'étranger, les équipements scolaires sont souvent dégradés ou non construits. En effet dans beaucoup de villages, surtout dans le Dieri, les classes sont en paille ou faites d'un simple abri de branchages. Plusieurs écoles sont en outre dépourvues de latrines, de puits fonctionnels, de cantines scolaires, de clôtures et de matériels didactiques.

Le taux de déperdition scolaire est en outre très élevé. Les principales causes sont l'éloignement des écoles, les cycles incomplets et le retrait prématuré des enfants de l'école pour les mettre aux travaux champêtres ou simplement les donner en mariage lorsqu'il s'agit des jeunes filles.

Plusieurs villages ont déjà bénéficié de programmes d'alphabétisation mais ces formations ne s'inscrivant pas dans la durée, leur portée reste très limitée.

Il existe également plusieurs écoles arabes et Daaras. En raison de l'hourra dont elles disposent, ces écoles ont des taux de fréquentation assez élevés et jouent un rôle non négligeable dans la formation des enfants du terroir.

– **Santé**

L'accès à des soins de santé de qualité pour les populations reste encore un problème en dépit des progrès réalisés. Par rapport aux normes de l'OMS, la communauté rurale est très bien pourvue. Elle dispose en effet de 7 postes de santé et d'une case de santé pour une population de 21415 habitants.

La répartition spatiale de ces équipements est toutefois très inégale. Beaucoup de villages du Dieri n'en dispose pas alors qu'ils sont isolés. D'ailleurs même un village comme Bondji, pourtant situé sur la nationale, en est dépourvu alors qu'avec son marché hebdomadaire, il accueille chaque samedi un nombre important de personnes.

Le secteur est aussi caractérisé par une insuffisance des ressources humaines. En effet les personnels de santé qualifiés rechignent généralement à exercer dans des zones reculées comme certains villages de la CR de Moudery.

L'inaccessibilité des médicaments pour les couches pauvres et la faiblesse du plateau technique sont aussi de sérieux handicaps à leur bonne marche.

Le paludisme est l'affection la plus courante et reste la principale cause de la morbidité et de la mortalité infantile. Elle n'épargne cependant aucune couche de la population. Quelques cas de MST, de bilharziose et d'autres maladies diarrhéiques complètent le tableau épidémiologique.

Beaucoup d'accouchement se font aussi à domicile sans assistance qualifiée et sans suivi prénatal pendant la grossesse. Dans les villages qui ont la chance de disposer d'une assistance, il s'agit généralement de matrones.

L'absence de visites prénatales et les faibles taux de vaccination des femmes en état de grossesse rend risqué la plupart des grossesses.

En ce qui concerne les enfants malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation, le taux de couverture demeure encore faible dans beaucoup de villages.

– Hydraulique

Le taux d'accès à l'eau potable, déterminé à partir des points de distribution fonctionnels uniquement, s'établit d'après le Plan local d'hydraulique et d'assainissement à 61% pour l'ensemble de la CR. Ce taux relativement élevé par rapport à certains CR s'explique par l'importance des ouvrages de production dans la communauté rurale de Moudéry. On dénombre en effet 6 forages motorisés dans la CR de Moudéry.

La CR compte plusieurs forages avec un système d'adduction permettant d'alimenter des bornes fontaines et quelques branchements individuels. Ce service n'est cependant pas toujours assuré de façon correcte en raison des pannes très fréquentes. D'ailleurs les forages de Moudéry, Tourimé, Tuabou sont à l'arrêt depuis plusieurs années.

Dans les villages isolés, l'accès à une eau potable se pose avec plus d'acuité. Les puits traditionnels constituent en général leur principale source d'approvisionnement. Dans certains villages notamment ceux du Dieri reculés les populations boivent pendant l'hivernage l'eau des mares. Cette situation augmente les risques sanitaires dans ces villages où les problèmes de santé sont déjà très aigus.

– Les équipements socioculturels

Les infrastructures sportives et socio-éducatives jouent un rôle très important dans l'épanouissement et la promotion des jeunes. On note un déficit notoire dans ce domaine au niveau de l'ensemble de la communauté rurale. Elle ne dispose d'aucune aire de jeu fonctionnelle et clôturée pouvant permettre aux jeunes de s'adonner à la pratique sportive. De même, l'absence de salles de spectacle contribue à limiter la promotion des activités culturelles.

5.4. La question de l'enclavement

La question de l'enclavement est au cœur des préoccupations des populations rencontrées et des élus. La communauté rurale de Moudery est marquée par un déficit criard de voies de communication. En dehors de la nationale 2, la seule voie praticable pendant toute l'année est la piste qui relie le chef lieu à Bakel.

En période hivernage, le chef lieu de CR et certains villages sont isolés par les nombreuses vallées mortes inondées par la crue du fleuve Sénégal. Pour rallier les villages situés sur la nationale, les populations sont obligées de prendre des pirogues.

Cette situation se répercute sur les conditions d'accès aux services sociaux de base. L'approvisionnement de la communauté rurale en denrées de première nécessité est en outre insuffisamment assuré. Les villages reculés sont ainsi confrontés à de graves pénuries durant certaines périodes de l'année, ce qui donne lieu à des spéculations et surenchères de toutes sortes sur les prix des marchandises.

5.5. Dynamique communautaire

La dynamique communautaire n'est pas très forte mais les OCB en place se caractérisent par leur dynamisme. Les associations de ressortissants de la CR participent de façon active au financement de plusieurs équipements communautaires. Elles sont souvent jumelées avec des associations de ressortissants à l'étranger et servent de relais. D'ailleurs la communauté rurale de Moudery dispose de nombreuses infrastructures publiques et services (électricité, eau) financées par les associations de ressortissants parfois en coopération ponctuelle avec d'autres partenaires au développement.

On rencontre également quelques GPF pas très actifs et sans reconnaissance juridique.

En dehors des GPF, les OCB les plus fréquentes sont les Groupements de Producteurs et surtout les ASC malgré l'absence d'infrastructures et d'équipements sportifs. Ces dernières sont en effet très actives dans l'animation socio culturelle, le reboisement, l'assainissement et la lutte contre les feux de brousse.

Ces nombreuses OCB sont des instruments de développement économique en mesure de servir de relais efficaces dans la mise en œuvre d'actions de développement.

5.6. La situation des groupes vulnérables dans les terroirs

Les femmes et les enfants sont sans conteste les groupes les plus vulnérables. Ils souffrent le plus de l'insuffisance des équipements communautaires et de l'enclavement.

En ce qui concerne les femmes, en plus des travaux ménagers, on les rencontre dans tous les secteurs d'activités économiques. Cette présence est beaucoup plus remarquable au niveau de l'agriculture et du commerce. Dans l'agriculture, elles constituent une part importante de la main d'œuvre et elles

participent à toutes les étapes des travaux champêtres. Elles s'occupent en outre de la vente des produits agricoles au niveau des marchés hebdomadaires.

Il faut cependant signaler que, malgré cette contribution, les femmes continuent d'être des victimes des inégalités de genre dans le domaine de l'accès à la terre. En effet, elles n'exploitent que les parcelles de leurs maris ou celles de leurs belles-familles.

A cause du manque d'équipements d'allègement des travaux ménagers comme les moulins à mil et des décortiqueuses, les femmes se livrent à temps plein à des activités très pénibles. En effet au retour des champs, l'ensemble des travaux ménagers leur sont dévolus.

Les femmes sont aussi le groupe qui subit le plus les conséquences du sous équipement de ces terroirs. Sur le plan sanitaire par exemple la mortalité maternelle et infantile est encore élevée. En ce qui concerne la couverture vaccinale contre les principales maladies de l'enfance, le taux est également basse.

6. Les mesures d'accompagnement pour optimiser la réalisation des infrastructures prévues

Le diagnostic à la base à travers les entretiens et interviews avec des autorités locales (Préfets, PCR, Assistants Communautaires et Conseillers Ruraux), des représentants d'OCB, d'ASC et de GPF, des exploitants, artisans ruraux et bénéficiaires rencontrés au gré des visites, combinés avec la documentation collectées au niveau régional et départemental ont permis de mettre en relief deux (2) séries de mesures d'accompagnement. La prise en compte de ces mesures peut permettre aux populations concernées de tirer le meilleur profit des infrastructures pendant et après leur réalisation et in fine booster l'économie locale. Ainsi, pour la Région de Tambacounda (plus particulièrement le Département de Bakel) directement concernée que par la réhabilitation du tronçon Richard Toll - Bakel de la RN2, il ressort comme :

6.1. Mesures d'accompagnement directement liées aux travaux de réhabilitation de la RN6 :

- le recrutement de la main d'œuvre surtout non qualifiée au niveau des localités traversées pour les travaux de chantier ce qui va contribuer de façon significative à l'augmentation des revenus pendant la durée du chantier ;
- l'arrosage de la route à réhabiliter, des déviations temporaires, des pistes d'accès aux points d'eau, et aux sites de carrières et d'emprunts afin de réduire les poussières ainsi les risques de maladies respiratoires et oculaires au bénéfice surtout des populations et des usagers ; dans cette même dynamique, Il sera utile de mener des campagnes d'IEC sur l'hygiène alimentaire surtout dans les marchés, les mesures à prendre pour éviter les maladies hydriques, sur les réflexes qu'il faut avoir pour minimiser les risques de maladies respiratoires et oculaires ;
- le respect des zones agricoles et pastorales pendant les travaux de réalisation de l'ouvrage (1) en évitant autant que possible de causer des pertes de terres cultivables dues à l'emprise des déviations, des carrières et des emprunts et de leurs pistes d'accès, et à l'inondation de certaines terres cultivables due à la modification du régime normal d'écoulement des eaux, (2) la mise en place de signalisation indiquant les lieux de passage des animaux domestiques et les mesures à prendre par les usagers ; la prise en compte des pistes à bétail et des zones pastorales pour le tracé et l'identification des sites des emprunts, des carrières et des bases vie ;
- prendre les dispositions utiles pour la remise en état et la végétalisation des emprunts, carrières et des bases vies après utilisation. La remise en état des emprunts et des carrières ou leur aménagement futur après utilisation devra se faire de concert avec les responsables villageois. De même, la végétalisation ou réhabilitation de zones d'emprunt, des carrières et des bases vies devront se faire avec le concours de la main d'œuvre surtout non qualifiée au niveau des localités concernées afin de

contribuer toujours de façon significative à l'augmentation des revenus. Surtout en ce qui concerne la végétalisation des emprunts, carrières et des bases vies, il serait judicieux pour assurer la réussite des plantations, de recruter parmi les riverains des personnes ressources responsables de l'entretien et de la protection des plants.

- prévoir la plantation d'arbres en remplacement de ceux abattus sur l'emprise avec des plantations d'alignement le long de la route et dont l'entretien et la protection pourraient être confiés aux riverains.
- la création de ralentisseurs (dos d'âne ou gendarmes couchés) à l'entrée et la sortie des villes et villages situés sur la route car avec l'amélioration de l'état de la route, l'intensification du trafic, et l'augmentation des vitesses vont entraîner une augmentation des risques d'accidents de la circulation principalement à la traversée des différentes localités. Dans cette même dynamique, il serait judicieux d'initier des programmes d'informations des populations des localités traversées sur les rudiments des règles de circulation, de renforcer la signalisation d'entrée dans les villes et villages, de prévoir l'aménagement de voies de stationnement et d'arrêt le long de la route par élargissement des accotements à l'intérieur des agglomérations et de procéder à la clôture des écoles situées à proximité de la route pour assurer la sécurité des enfants ;

Ces mesures auront le mérite de renforcer la sécurité d'utilisation de l'infrastructure et de favoriser son appropriation par les populations riveraines.

6.2. Les mesures d'accompagnement s'inscrivant dans le prolongement de la réhabilitation de la RN2 pour donner de réelles opportunités de développement aux populations de la zone d'influence du projet :

Les Autorités, Elus et populations vivant dans les localités sur l'axe de la RN2 se réjouissent du projet de réhabilitation du tronçon Richard Toll - Bakel de la RN2 car selon elles, l'état actuel de dégradation de la route constitue un facteur bloquant du développement économique et social des terroirs sur l'axe. En effet, pour eux, l'état actuel de dégradation de la route réduit la fluidité du trafic routier, renforce l'enclavement actuel des villages, rend plus difficile l'écoulement de la production agricole et le transport des personnes et des biens. Tous ces facteurs ont des conséquences néfastes sur la qualité de la vie. Par ailleurs, les Autorités, Elus et populations vivant dans les localités sur l'axe de la RN2 sont persuadés que le présent projet de réhabilitation du tronçon Richard Toll – Bakel combiné avec celles de Kaolack – Tambacounda et de Linguère - Matam va concourir à désenclaver considérablement la Région et plus particulièrement le Département de Bakel. Toutefois pour optimiser la réhabilitation de la RN2, il serait judicieux :

- de permettre à la fin du chantier l'exploitation des nouveaux points et plans d'eau que sont les sites d'emprunts et de carrières aménagés qui peuvent permettre de créer des pépinières et vergers orientés vers la production fruitière ou par leur réaménagement augmenter les opportunités en matière de pêche et de pisciculture au profit des populations de la zone d'influence du projet, ce qui va se traduire par une augmentation, une amélioration et une diversification des sources de revenus, une amélioration de l'alimentation et de la nutrition donc une amélioration de la santé des populations dans ces villages ;
- de renforcer le processus de désenclavement des localités du Département de Bakel avec un programme de réhabilitation et de bitumage des pistes rurales de production agrosylvopastorale réalisées par la SAED dans les Communautés Rurales. A ce titre, un intérêt particulier doit être accordé à l'Arrondissement de Keniaba (localité réputée la plus enclavée du Sénégal), à la CR de Balou (toujours coupée du reste du Département en période hivernale). De même, la réalisation de pistes entre Diawara et la RN2, Diawara et Boudji. Bakel et Gandé (dans le Goyé Inférieur) et Bakel et Senoudebou (à la frontière avec le Mali) serait fort louable pour booster l'économie locale. Enfin, pour assurer un développement équilibré dans le Département de Bakel, il est vivement souhaité (1) la réfection du tronçon de la RN1 Kidira – Bakel y compris les ponts, (2) la réalisation de pistes pour désenclaver le Diery (boucle du Diery) et la zone du Ferlo, (3) la construction de gares routières à Kidira et (4) d'un passage à niveau à Bani Pelly ;
- de renforcer l'aménagement hydro agricole en réhabilitant les anciens et aménageant de nouveaux surtout car jusqu'à maintenant seuls 2000 ha sur les 8000 ha irrigables dans le Département de Bakel sont aménagés. Dans cette dynamique, il serait judicieux d'appuyer, avec la réalisation d'aménagements et de pistes, la valorisation du potentiel de pisciculture et de maraîchage tout au long du fleuve de Kanel à Gandé et jusqu'à Balou, zone à fort établissement humain et dans laquelle les populations s'activent beaucoup dans l'agriculture de décrue mais dans laquelle aussi, avec la montée des eaux (crue) il se forme des marres propices au développement d'activités de pisciculture et de maraîchage. De même, la réalisation de bassin de rétention entre Kidira et Belle est perçu comme une nécessité pour appuyer le potentiel de pisciculture et de maraîchage de la zone
- de réaliser l'électrification des localités le long de la route pour éviter que l'augmentation du trafic attire le banditisme et installe l'insécurité tout le long de la route ;
- de faciliter et de renforcer l'accès à l'eau potable dans le Département ;
- de favoriser la construction de magasins de stockage et l'installation d'unités de conservation et de transformation des produits agricoles et halieutiques au niveau des 2 grands loumas de Bondji et Gabou ;

- de songer à la réalisation à Kidira, avec le concours du COSEC, d'une gare de gros porteurs et laquelle gare pourrait judicieusement abriter les Services de Douane et la Police des Frontières. De même, Kidira mérite de bénéficier d'un véritable marché moderne avec des infrastructures de stockage, de conservation et de transformation des produits locaux.

Par ailleurs, les entretiens et interviews avec des autorités locales (Préfets, PCR, Assistants Communautaires et Conseillers Ruraux), des représentants d'OCB, d'ASC et de GPF, des exploitants, artisans ruraux et bénéficiaires rencontrés au gré des visites ont également permis de recueillir des idées de projet qui pourront également donner de réelles opportunités de développement aux populations du Département de Bakel et ainsi booster les économies rurales locales. Il s'agit entre autres de projets dans les domaines suivants :

- l'acquisition d'équipements de pêche et de matériels agricoles, moulins à grain et tracteurs par le biais du crédit pour réduire la pénibilité des travaux, accroître le potentiel cultivable et augmenter le niveau de production ; le micro- crédit pour appuyer ou relancer les activités de production maraîchère, agropastorale, halieutique, d'embouche et toutes autres Activités Génératrices de Revenus ;
- l'alphabétisation en langues nationales des femmes, l'encadrement, l'alphabétisation des producteurs et leur formation en techniques de production et en gestion ;
- le renforcement de l'accès à la justice par le renforcement de l'implantation des Maisons de la Justice qui seront de proximité pour conseiller et orienter les populations à la base et favoriser l'arbitrage, la médiation et la conciliation dans le règlement des conflits entre éleveurs et agriculteurs ;
- l'appui à l'émergence de grandes fermes agropastorales collectives et intégrées au profit surtout de la jeunesse. Ces fermes, véritables outils de lutte contre l'exode rurale devront offrir toutes les commodités opérationnelles (magasins de matériels, hangars de semences, hangars des productions, équipements et surfaces aménagées réparties entre un collectif de jeunes) sous forme de location ou bail accompagnées de crédits d'exploitation ;

7. Les axes stratégiques d'intervention dans la Région

Dans le cadre de la recherche d'idées de projets structurants, en partenariat avec les acteurs de la région de Tambacounda et plus particulièrement avec les autorités locales (Préfets, PCR, Assistants Communautaires et Conseillers Ruraux), des représentants d'OCB, d'ASC et de GPF, des exploitants, artisans ruraux et populations rencontrées au gré des visites dans les localités du Département de Bakel directement concerné que par la réhabilitation du tronçon Richard Toll - Bakel de la RN2, le Cabinet s'est attelé à l'élaboration et à la proposition d'axes stratégiques d'intervention suivant les enjeux majeurs de la Région et du Département détectés lors du diagnostic.

L'objectif global poursuivi au delà des projets finalement retenus suite à la mission du MCC du 27 au 31 Octobre 2008 au Sénégal, est d'orienter les interventions de la MFG-MCA vers des actions d'accompagnement qui vont contribuer à promouvoir le développement économique, social et culturel de la région par la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la croissance économique et la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

Pour se faire, la MFG-MCA devrait, au delà des projets finalement retenus et pour faire en sorte que les populations bénéficiaires en tirent le plus et le mieux, impulser des secteurs et domaines de concentration dans lesquels les mesures et les actions des acteurs de développement (Etat, Collectivités locales, ONG et OCB) s'inscrivent actuellement ou doivent s'inscrire dans le court et moyen terme pour améliorer la contribution de la région et plus particulièrement Département de Bakel à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) et les conditions de vie des populations.

Le bilan diagnostique présenté dans les parties précédentes permet de dégager les enjeux majeurs et de proposer donc toujours au delà des projets finalement retenus à la MFG-MCA les stratégies et objectifs définis dans le tableau ci – après :

Tableau 5: Axes prioritaires d'intervention dans la région de Tambacounda.

Enjeux majeurs	Stratégies	Objectifs	Actions spécifiques et prioritaires
Volet Infrastructures routières			
Implication des populations	Associer les populations dans la mise en œuvre des projets	<ol style="list-style-type: none"> 1. Impliquer les populations dans les choix techniques 2. Utiliser la main d'œuvre locale 3. renforcer la sécurité d'utilisation de l'infrastructure et de favoriser son appropriation par les populations riveraines. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mener des campagnes d'IEC sur le projet prévu et plus particulièrement sur les perturbations et désagréments probables et sur les mesures et réflexes qu'il faut avoir pour les minimiser ; - Privilégier le recrutement de la main d'œuvre surtout non qualifiée au niveau des localités concernées par les travaux de construction et de réhabilitation de routes ou pistes ; - Veiller au respect des zones agricoles et pastorales pendant les travaux de réalisation de l'ouvrage ; - Prendre les dispositions utiles pour la remise en état et la végétalisation des emprunts, carrières et des bases vies après utilisation de concert avec les responsables villageois ; - Prévoir la plantation d'arbres en remplacement de ceux abattus ; - Prévoir la création de ralentisseurs (dos d'âne ou gendarmes couchés) à l'entrée et la sortie des villes et villages situés sur la route et y renforcer la signalisation, prévoir l'aménagement de voies de stationnement et d'arrêt le long de la route par élargissement des accotements à l'intérieur des agglomérations et procéder à la clôture des écoles situées à proximité de la route pour assurer la sécurité des enfants.
Désenclavement	Améliorer les systèmes de communication routière	Faciliter la circulation des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer : le processus de désenclavement des localités du Département de Bakel avec un programme de réhabilitation et de bitumage des pistes rurales de production agrosylvopastorale réalisées par la SAED dans les Communautés Rurales ; la réalisation de pistes dans le Goyé Inférieur ; la réalisation de pistes pour désenclaver le Diery (boucle du Diery) et la zone du Ferlo pour assurer un

Enjeux majeurs	Stratégies	Objectifs	Actions spécifiques et prioritaires
			développement équilibré dans le Département de Bakel ; - appuyer la réalisation à Kidira, avec le concours du COSEC, d'une gare de gros porteurs ;
Volet hydraulique			
Valorisation des ressources agricoles et artisanales	<ol style="list-style-type: none"> 1. Equiper et mettre en œuvre un encadrement rapproché des producteurs; 2. Former les producteurs dans les techniques culturales améliorées ; 3. Intégrer les systèmes d'agriculture et d'élevage ; 4. Augmenter la population agricole et les superficies cultivées. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer l'autosuffisance alimentaire et accroître les revenus ; 2. Développer les activités agrosylvopastorales et artisanales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à la fin du chantier l'exploitation des nouveaux points et plans d'eau que sont les sites d'emprunts et de carrières aménagés qui peuvent permettre de créer des pépinières et vergers orientés vers la production fruitière ou par leur réaménagement augmenter les opportunités en matière de pêche et de pisciculture au profit des populations de la zone d'influence du projet ; - Appuyer le processus d'aménagement hydro agricole avec le concours de la SAED en réhabilitant les anciens et aménageant de nouveaux surtout dans le Département de Bakel sont aménagés ; - Appuyer la valorisation du potentiel de pisciculture et de maraîchage tout au long du fleuve de Kanel à Gandé et jusqu'à Balou avec l'aménagement des marres propices au développement d'activités de pisciculture et de maraîchage et la réalisation de bassin de rétention entre Kidira et Bélé ; - Favoriser en rapport avec les projets, programmes et ONG locaux l'acquisition d'équipements de pêche et de matériels agricoles par le biais du crédit pour appuyer ou relancer les activités de production maraîchère, agropastorale, halieutique, d'embouche et toutes autres Activités Génératrices de Revenus et réduire la pénibilité des travaux, accroître le potentiel cultivable et augmenter le niveau de production ; - Appuyer l'émergence de grandes fermes agropastorales collectives et intégrées au profit surtout de la jeunesse

Enjeux majeurs	Stratégies	Objectifs	Actions spécifiques et prioritaires
Volets énergétiques et aspects institutionnels			
<p>Renforcement de l'armature en services de base et rééquilibrage de l'espace régional</p>	<p>1. Renforcer les couvertures en infrastructures et équipements collectifs ;</p> <p>2. Développer les activités de service ;</p> <p>3. Améliorer la couverture sanitaire ; 4. Améliorer la couverture en infrastructures scolaires ;</p> <p>5. Atténuer le déséquilibre écologique entre le Nord et le Sud de la région.</p>	<p>1. Intégrer les espaces régionaux ;</p> <p>2. Améliorer le cadre de vie des populations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'électrification des localités le long de la route et l'accès à l'eau potable dans le Département de Bakel ; - Favoriser la construction de magasins de stockage et l'installation d'unités de conservation et de transformation des produits agricoles et halieutiques au niveau du Département ; - Promouvoir l'alphabétisation en langues nationales des femmes, l'encadrement et l'alphabétisation des producteurs et leur formation en techniques de production et en gestion ; - Favoriser l'accès à la justice par le renforcement de l'implantation des Maisons de la Justice qui seront de proximité pour conseiller et orienter les populations à la base et favoriser l'arbitrage, la médiation et la conciliation dans le règlement des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1 : Matrice des programmes et projets de Tambacounda

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénum Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
Projets et programmes étatiques de lutte contre la pauvreté et de renforcement des capacités en cours					
SAED	Aménagements hydroagricoles	480 km de piste dans la VFS	Bakel	Moudery, Diawara	Tuabou, Yélingara, Manael, Moudery, Gallade, Gande, Bonji, Tourimé
	Développement rural et intégré	Plus de 200 km de lignes électriques			
		AEP pour 28 villages			
		Des postes de santés			
		Des aménagements hydrauliques			
ANCAR	Élaboration des programmes de CAR	Signature de contrats avec les organisations de producteurs (OP),	Bakel, Tambacounda, Koumpentoum	Moudery, Kidira, kénéiba	Toutes les CR
	Contractualisation avec les OP	Activités d'information/sensibilisation avec fora sur le crédit et visites d'échanges d'OP		Koussanar, Balla, Missirah	
	Exécution des programmes	Reconstitution du capital semencier		Macacoulibantan, Diawara	
	Suivi et évaluation des programmes	Renforcement des capacités des producteurs et organisaions de base			
	Élaboration et mise en oeuvre, suivi et évaluation des programmes RD	Introduction du système de micro irrigation goutte à goutte familial			
	Élaboartion de protocoles de partenariat avec les partenaires	Appui technique dans le cadre des programmes maïs et manioc de l'État			
	Mettre en oeuvre le CAR avec les partenaires	Formations sur les techniques de production de semences			
	Redynamiser les cadres de concertation sur la RD	Intermédiation dans les domaines de l'accès au crédit			
	Participer aux formations sur les approches participatives	Hydraulique villageoise (fonçage de puits)			
	Assurer des formations spécifiques pour les agents	Aménagement hydro agricole			
	Organiser des voyages d'études ;	Formation en conservation et transformation du lait			
	Informers sur la démarche, les programmes et les résultats du CAR	Renforcement de capacités des gérants de caisse pour la FONGS			
PROMER	Appui a l'entreprenariat rural	Hausse des revenus des familles rurales pauvres par la création de nouveaux emplois	Tamba, Goudiry, Koumpentoum	Missira, Koussanar	Khodiary, Koulor, Missira, Koussanar, Sinthiou Malem
		Accroître la production de biens et services de qualité		Sinthiou Malem	Dialocoto, malem niani, Ndogo Babacar, Koutiaba
		Allonger la période du travail productif annuel au-delà de la période des travaux agricoles		Moudery, Kidira, kénéiba, Moudéry	
		Réduire l'exode rural grâce en offrant des opportunités de travail aux jeunes			

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénium Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
PROGED		Assurer l'approvisionnement des ménages en c omb.domestiques tout en préservant l'en.			
		Développement des activités génératrices de revenus			
		Renforcement des capacités des services techniques et des populations.			
PNDL	Développement économique et social durable	Augmenter l'accès aux infrastructures et services sociaux de base	Tamba, Goudiry, Koumpentoum	Missira, Koussanar	Khodiary, Koulour, Missira, Koussanar, Sinthiou Malem
		Augmenter l'accès des populations les plus pauvres aux ressources		Sinthiou Malem	Dialocoto, malem niani, Ndogo Babacar, Koutiaba
		Renforcer les capacités des acteurs locaux		Moudery, Kidira, kénéieba, Moudéry	
		Renforcer les capacités de l'Etat pour la mise en œuvre de la SRP			
Projets et programmes non étatiques de lutte contre la pauvreté et de renforcement des capacités en cours					
Bailleurs multilatéraux					
COTAMBA (UNDAF-Tamba)	Appui et coordination des activités de développement du SNU	Désenclavement	Tamba, Bakel, Goudiry	Tous les arrondissements	Toutes les CR
		Croissance économique			
		Environnement			
		Développement humain durable			
		Décentralisation			
Union européenne	Construction d'infrastructures	Réhabilitation de la route Tamba-Mbirkilane	Tamba	Koussanar, Koumpentoum	Koussanar, Koumpentoum
BID	Financement du développement dans le domaine de la santé	Centre de santé à Bakel, Kidira, Koumpentoum	Tamba, Bakel	Kidira, Koumpentoum	Kidira, Koumpentoum
		Hopital et laboratoire régional			
Projet Biodiversité (Sénégal-Mauritanie)	Gestion des ressources naturelles	38 villages organisés en une association intervillageoise et regroupant 47.760 ménages	Bakel	Moudery	Gabou
		Draft du Plan simplifié de gestion de la forêt est disponible			
		Élaboration de plan simplifié de gestion du site par les populations			
		Inventaire de la biodiversité pour une étude descriptive de la situation de référence (2004)			
		Élaboration de plan d'action annuelle du site (2004 à 2006)			
		25 kg récolte de semences locales (2007)			
		10 ha semis directs de zizyphus dans les bas-fonds			

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénium Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
		Production de plants en pépinière : 6250 plants de gommiers			
		4000 ha parcelle de régénération à objectifs ciblés (réserve fourragère)			
		650 ha de parcelle de régénération non clôturée			
		50 km entretien Pare-feu (2007)			
		45000 ha en aménagement sylvo-pastoral (2007)			
Projet SIDA 3	Santé	• Réduire la prévalence des IST/Sida	Tamba, Bakel, Goudiry	Tous les arrondissements	Toutes les CR
		• Limiter la propagation des IST/Sida			
ONG					
TOSTAN	Éducation	Renforcement des capacités des populations dans le domaine de la GP	Tamba, Goudiry		
		Renforcement du taux de couverture vaccinale			
		Lutte contre les mutilations génitales			
FAC/FFEM	Environnement et gestion des RN	Réhabilitation et valorisation du Parc National du Niokolo -Koba et sa périphérie	Tamba	Missirah	Misirah, Dialocoto
		Sauvegarde des ressources naturelles du parc			
		Développement socioéconomique de la zone périphérie			
AQUADEV	Dpt local, décentralisation, hydraulique	• Renforcement des capacités de décision des organisations partenaires	Tamba, Bakel, Goudiry		
	Lutte contre la pauvreté	dans les pays du Sud			
		• Appui dans la mise en place d'activités génératrices de revenus			
		supplémentaires dans les domaines de l'agroalimentaire, financier et			
		environnement			
		• Appuis globaux sur des aspects techniques, scientifiques et socioéconomiques			
Ingénieurs Frontières Sans	Hydraulique rurale	Appui aux collectivités locales partenaires			
AFVP	Hydraulique rurale	Valorisation des ressources humaines locales afin de renforcer leur autonomie	Bakel, Goudiry		
	Environnement	• Gestion durable des ressources naturelles.			
	Pauvreté				
GRDR	Appuyer les initiatives de base des populations	Elaboration de projets locaux de développement	Bakel	Moudery	Toutes les CR

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénium Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
	Accès à l'eau	• Organisation et structuration du monde rural			
	Assainissement	• Favoriser le rapprochement des partenaires nord-sud pour des			
	Accompagner les OCB dans leurs projets	programmes de développement concerté			
		• Appuyer les petites entreprises des émigrés sur le retour			
	Renforcement de capacités dans les domaines hydraulique, assainissement, santé	• Appuis financiers et techniques			
		• Promotion d'outils financiers décentralisés et de proximité			
FAFS	Formation	• Unir les associations féminines animées d'un même idéal et créer	Tamba, Bakel, Goudiry		
	Défense des intérêts	entre elles des liens d'entente, de solidarité, de fraternité et de			
	des femmes	synergie			
	Environnement	• OEuvrer à l'émancipation sociale professionnelle, à la formation			
	Pauvreté	civique et à la promotion économique de la femme, de l'enfant et de			
		la famille			
		• Contribuer à l'éducation et à la formation de la jeunesse pour une			
		meilleure insertion de celle-ci dans la vie nationale			
		• Participer à la lutte contre l'analphabétisme, la pauvreté, la			
		désertification et la dégradation des cadres de vie et de			
		l'environnement physique			
		• Favoriser l'ouverture de la FAFS et des associations affiliées à			
		d'autres organisations similaires, localisées au Sénégal, en Afrique ou			
		dans les autres continents			
GRET-SEMIS	Planification, structuration des services d'eau potable et d'assainissement	Programme Pacepas	Bakel	Moudery	Toutes les CR
	extensions et réhabilitations de réseaux d'adduction				
Winrock international	Appui aux activités de développement	Réduction de la faim et de la pauvreté			
		Développement agricole			

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénium Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
		Amélioration de la qualité des semences			
		Amélioration de la fertilité des sols			
		Mise en valeur des ressources humaines			
TETRAKTYS	Développement local, environnement	• Promotion des activités économiques par un tourisme intégré			
Association de Coopération pour le Développement Local des Espaces Naturels	Développement local, environnement	• Protection de la nature			
		• Valorisation des ressources humaines locales			
		• Assistance aux acteurs et organismes dans la mise en place de leurs programmes de développement touristique			
		• Commercialisation de produits touristiques			
Maisons Familiales Rurales	Formation Micro	• Favoriser la formation			
	Finance	• Promotion de l'animation villageoise			
		• Promotion de l'appui financier et matériel des partenaires			
		• Aider à la création d'activités génératrices de revenus			
LVI/A/eau vive	Développement , formation	Amélioration des conditions de vie en milieu rural et urbain			
Association Internationale des Laïcs		• Amélioration des conditions d'accès aux services sociaux de base			
Volontaires		• Promotion de la femme			
		• Valorisation des ressources humaines			
		• Elaboration de programmes locaux de développement			
Gadec	Appui aux activités de développement	• Promouvoir les capacités des communautés de bases et leurs organisations à assurer un développement autocentré, intégral et équilibré dans leur terroir ;	Tamba, Bakel, Goudiry		
		• Promouvoir le développement des productions agricoles et la gestion des ressources naturelles ;			
		• Promouvoir par l'éducation, l'animation et la formation une culture de paix, la citoyenneté et la bonne gouvernance ;			

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénum Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
		• Renforcer les capacités institutionnelles du GADEC et des OCB			
		partenaires			
Handicap International	Appui aux handicapés physiques	Réhabilitation des handicapés physiques	Tamba, Goudiry	Bakel,	
		• Mise en place de structures d'appareillage et de rééducation			
		fonctionnelle			
GRED	Appui aux activités de développement	Développement local	Tamba, Goudiry	Bakel,	
		• Appui à la réinsertion et au retour des émigrés et des chômeurs des villes			
		• Réalisation de barrages et de micro-barrages			
FRAO	Appui aux activités de développement	Appui aux Ong, projets et programmes	Tamba, Goudiry	Bakel,	
		• Renforcement de capacités des personnels des structures de			
		développement			
		• Financement des structures de développement			
FPOB	Appui aux activités de développement	Amélioration de la production et de la productivité agricole	Tamba, Goudiry	Bakel,	
Fédération des Paysans Organisés de Bakel		• Renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle des membres			
		• Augmenter le niveau de revenus des populations,			
		• Exploitation rationnelle du potentiel local existant,			
FONGS	Appui aux activités de développement	• Consolider la solidarité inter-associative	Tamba, Goudiry	Bakel,	
		• Développer les capacités d'autonomie des structures paysannes			
		• Favoriser la responsabilisation de ses membres à travers des			
		programmes de communication et de formation appropriés			
		• Permettre aux paysans de mieux vivre chez eux de leur terre et de			
		jouer un rôle de moteur du développement, en accroissant d'année en			
		année leur autonomie			
ENDA-Pronat	Appui aux activités de développement	Lutte contre la dégradation de l'environnement	Tamba, Goudiry	Bakel,	

Etude diagnostique dans les cinq régions d'intervention des projets éligibles au Millénum Challenge Account (MCA)

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
		• Développement d'activités génératrices de revenus au profit des			
		groupements de promotion féminines (teinture et filature)			
		• Mise en place de Mutuelles d'épargne et de crédits			
		• Renforcement des capacités des membres des organisations			
		communautaires de base			
CARITAS	Promotion Féminine	Lutte contre la pauvreté et le sous développement	Tamba, Goudiry	Bakel,	
	Alphabétisation	• Assistance et appui au développement et à l'organisation par le biais			
	Formation technique et professionnelle	de la formation, de l'information et de l'animation			
	Création de centre de formation technique et professionnelle	• Connaissance et prise en compte de l'environnement et du milieu			
	Maraîchage	• Modernisation et renforcement de l'agriculture			
		• Protection des enfants			
		• Assistance matériellement aux nécessiteux par l'acheminement de			
		secours d'urgence en cas de sinistre ou de calamité ou par une action			
		continue de soulagement			
		• Réalisation d'ouvrages hydraulique pour assurer un accès à l'eau			
		potable			
		• Renforcement des capacités des population dans le domaine de la			
		production			
		• Financement de petits projets de développement			
AFRICARE	Lutte contre la pauvreté	• Amélioration de la qualité de vie en Afrique rurale	Tamba, Goudiry	Bakel,	
		• Développement des secteurs de l'agriculture, de l'hydraulique, de			
		l'élevage, de la santé et de l'alphabétisation fonctionnelle			
		• Hausse des revenus des groupements de femmes, des organisations			
		villageoises et des jeunes.			
ACAPES	Appui aux activités de développement	• Assurer une formation à moindre coût à tous ceux qui bénéficient de	Tamba, Goudiry	Bakel,	

Région de Tambacounda

Matrice des programmes et projets de Tambacounda					
Intervenants (Projet / Programme, ONG)	Activités/Secteurs		Département	Arrondissement	Communauté Rurale / Commune
		ses prestations.			
		• Appuyer les actions de développement communautaire en milieu			
		urbain et rural			
		• Mettre en place des circuits de commercialisation de la production			
		maraîchère et fruitière des groupements			
		• Insérer les jeunes dans les circuits de production de la vie			

Annexe 2 : Liste des personnes et institutions rencontrées

TAMBACOUNDA		
Agence Régional de Développement / Programme National de Développement Local	Mr Yoro BA Responsable Suivi - Evaluation	
	Mamadou FADE représentant départemental - Bakel	(221) 77 511 51 26
Gouvernance	Mr Cheikh Tidiane DIENG Gouverneur	(221) 77 659 52 95
Préfecture de Bakel	Mr CISSE Préfet	(221) 77 553 20 01
	Mr Brahim BA Adjoint au Préfet	
Sous Préfecture de Modierly	Mr Souleymane LY Sous Préfet	
Chambre des Métiers	Zakaria SANE SG	
URAT Union Régionale des Artisans de Tambacounda	Abdoulaye SARR Président	(221) 77 636 66 08 / 33 981 16 14
FENAS Bakel	Mamadou Samba LY	(221) 659 53 50
CR Modierly	Samba NDIAYE PCR et son équipe de conseillers ruraux	
ONG KORA	Mamour Diack membre exécutif	(221) 77 402 96 37
Association des Ressortissants de Bakel en France / Cellule local Bakel	TRAORE Djibril Président	

AUTRES RENCONTRES ET ENTRETIENS A DAKAR		
	Mamadou DIALLO député de Bakel	(221) 77 632 54 47
	Oumar SANE député de Ziguinchor	
	Issaka LY député de Podor	(221) 77 505 27 62
	Ndiawar WADE députée de St Louis	(221) 77 708 28 14 / 76 592 81 82